



Actualisation du Document de Référence 2016

*Rapport financier semestriel
au 30 juin 2017 inclus*

La présente actualisation du Document de Référence 2016 a été déposée auprès de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) le 4 août 2017, conformément à l'article 212-13 de son règlement général. Elle complète le Document de Référence 2016 déposé auprès de l'AMF le 31 mars 2017 sous le numéro D.17-0274. Ce document a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires. Cette actualisation du Document de Référence 2016 peut être consultée sur les sites Internet de l'AMF (www.amf-france.org) et celui de l'émetteur (www.atos.net).

Sommaire

SOMMAIRE	2
A. RAPPORT D'ACTIVITÉ.....	3
A.1 Atos au premier semestre 2017	3
A.2 Revue opérationnelle	6
A.3 Objectifs 2017	22
A.4 Facteurs de risques	22
A.5 Parties liées.....	24
B. ETATS FINANCIERS	25
B.1 Revue financière	25
B.2 Etats financiers consolidés résumés semestriels	31
B.3 Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle pour la période du 1 ^{er} janvier au 30 juin 2017	55
C. PERSONNES RESPONSABLES	56
C.1 Responsable de l'Actualisation du Document de Référence	56
C.2 Attestation du responsable de l'Actualisation du Document de Référence	56
C.3 Responsables du contrôle des comptes	56
D. GOUVERNANCE ET INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES.....	57
D.1 Renouvellement et nomination d'administrateurs	57
D.2 Composition du Conseil d'Administration et indépendance des administrateurs	57
D.3 Assemblées générales réunies en 2017	58
D.4 Rémunération et actionnariat des dirigeants	58
D.5 Evolution du capital	62
E. ANNEXES	67
E.1 Contacts	67
E.2 Calendrier financier	67
E.3 Table de concordance AMF	68
E.4 Table des matières détaillée	71

A. Rapport d'activité

A.1 Atos au premier semestre 2017

Janvier

Le **2 janvier 2017**, Atos a annoncé avoir réalisé l'acquisition de la société Engage ESM, un des principaux acteurs du secteur de la gestion des services d'entreprise (ESM) et un partenaire mondial Gold de ServiceNow. Cette acquisition permettra de proposer aux entreprises et nouveaux clients un portefeuille plus complet de solutions ESM basées dans le cloud et consolide encore la position d'Atos en tant que numéro un en Europe dans les services informatiques et numériques.

Le **11 janvier 2017**, Atos a annoncé avoir signé un contrat de cinq ans de plusieurs millions d'euros avec Coca-Cola Hellenic Bottling Company (CCHBC), l'un des embouteilleurs les plus importants au monde des marques de l'entreprise Coca-Cola. Dans le cadre de ce nouveau contrat, Atos se chargera du développement et de la gestion des applications informatiques clés qui constituent la base des activités de CCHBC.

Le **20 janvier 2017**, Atos a annoncé la première installation de son supercalculateur de nouvelle génération Bull Sequana X1000 au Royaume-Uni, au Hartree Centre. Financé par le gouvernement britannique, le Centre des installations scientifiques et technologiques (STFC) Hartree Centre est un institut de recherche en informatique et en analyse de données de haute performance. Supercalculateur le plus efficace au monde, le Bull Sequana est un ordinateur de classe exascale, capable de traiter un milliard de milliards d'opérations par seconde tout en consommant 10 fois moins d'énergie que les systèmes actuels.

Le **24 janvier 2017**, Atos a remporté un contrat de cinq ans, renouvelable pour cinq années supplémentaires, avec le gouvernement d'Australie-Occidentale. Cette signature fait suite à un processus de sélection rigoureux qui aura vu défiler 56 entreprises sollicitées pour répondre aux attentes du programme « GovNext-TIC », pilier de la stratégie des technologies de l'information et de la communication du gouvernement d'Australie-Occidentale lancé en 2016. Avec ce contrat, Atos confirme son ambition de fournir des services performants et innovants au niveau mondial, réinventant la relation digitale entre les citoyens australiens et le gouvernement d'Australie-Occidentale.

Février

Le **8 février 2017**, Atos, leader international de la transformation digitale, a signé un contrat initial de dix ans avec l'University College London Hospitals NHS Foundation Trust (UCLH), élargissant ainsi sa base de clients dans le domaine de la santé. Outre la sous-traitance informatique, Atos offrira un modèle unifié de services d'information et de communication pour permettre au Centre universitaire de garantir des soins de qualité aux patients et d'offrir une formation d'excellence et des activités de recherche de niveau mondial.

Le **17 février 2017**, Atos a étendu son expertise en services Big Data avec l'acquisition par un accord de rachat d'actions de zData, un leader en conseil et solutions Big Data pour les entreprises. Cette acquisition apporte à Atos une équipe hors pair d'ingénieurs logiciels et de data scientists afin d'accompagner ses clients tout au long de leur transformation numérique dans toutes les industries.

Le **22 février 2017**, Atos a annoncé des résultats records en 2016. Le Groupe a dépassé tous ses objectifs. Le chiffre d'affaires s'est élevé à 11 717 millions d'euros, en augmentation de +9,7% par rapport à 2015, +12,8% à taux de change constants et +1,8% à périmètre et taux de change constants. La marge opérationnelle a atteint 1 104 millions d'euros, représentant 9,4% du chiffre d'affaires, comparé à 8,3% en 2015 à périmètre et taux de change constants. L'activité commerciale du Groupe a été particulièrement forte en 2016 avec un niveau record de prise de commandes à 13 milliards d'euros en augmentation de +16,2% comparé à 11,2 milliards d'euros en 2015. Ceci a représenté un ratio prise de commandes sur chiffre d'affaires de 111% sur l'année dont 119% au quatrième trimestre. Le carnet de commandes a crû de 11,9% à 21,4 milliards d'euros fin 2016, représentant 1,8 année de chiffre d'affaires. Le montant total pondéré des propositions commerciales représentait 6,4 mois de chiffre d'affaires à 6,5 milliards d'euros comparé à 6,2 milliards fin 2015. Le résultat net s'est élevé à 620 millions d'euros, en hausse de +41,9%. Le résultat net part du Groupe a atteint 567 millions d'euros, en augmentation de +39,6%. Le Bénéfice par Action (part du Groupe) a crû de +36,1% à 5,47 euros comparé à 4,01 euros en 2015. Le Bénéfice par action dilué s'est élevé à 5,44 euros, en hausse de +36,5% comparé à 3,98 euros pour 2015. Le flux de trésorerie disponible s'est élevé à 579 millions d'euros en 2016, en augmentation de +47,3% par rapport à 393 millions en 2015, matérialisant une forte amélioration du taux de conversion de la marge opérationnelle à 52,5% comparé à 43% en 2015, en ligne avec l'objectif de 65% pour 2019. La position nette de trésorerie du Groupe s'élevait à 481 millions d'euros fin décembre 2016.

Mars

Le **9 mars 2017**, Le Conseil scientifique des indices de NYSE Euronext a annoncé sa décision de faire entrer Atos dans l'indice CAC 40, l'indice de référence qui regroupe les principales entreprises de la Bourse de Paris (Euronext Paris) où le Groupe est coté. Cette décision prendra effet à compter de la séance boursière du 20 mars 2017.

Le **27 mars 2017**, Atos, leader international de la transformation digitale, est classé dans le groupe de tête des entreprises du « CAC 40 Gouvernance » selon un nouveau classement élaboré par Euronext en partenariat avec l'agence de notation RSE Vigeo Eiris. Cet indice, qui s'appuie sur la notation des systèmes de gouvernance des sociétés cotées au CAC 40, distingue les entreprises selon notamment leur degré d'intégration des facteurs de responsabilité sociale et de durabilité de leur processus de décision.

Avril

Le **24 avril 2017**, Atos a annoncé son chiffre d'affaires du premier trimestre 2017. Le chiffre d'affaires (incluant Unify S&P à compter du 1^{er} janvier 2017) a atteint 3 111 millions d'euros, +2,0% à périmètre et taux de change constants et +12% à taux de change constants. Les prises de commandes ont représenté 3 035 millions d'euros, soit un ratio prise de commandes sur chiffre d'affaires de 98%. Prenant en compte l'intégration d'Unify Software & Platforms depuis le 1^{er} janvier, Atos a relevé son objectif de marge opérationnelle à environ 10,0% du chiffre d'affaires.

Mai

Le **11 mai 2017**, Atos a annoncé la signature d'un nouveau contrat quinquennal de prestation de services technologiques avec la BBC. Atos accompagne la transformation digitale de la BBC en lui fournissant du personnel dédié ainsi que des outils et systèmes de qualité, simples d'utilisation, qui l'aidera à continuer à produire des programmes et des services reconnus à l'échelle mondiale. Ce nouveau contrat permet à la BBC de réaliser des économies considérables. Il s'agit là du dernier accord conclu dans le cadre du programme Aurora de la BBC, lequel vient renouveler la configuration des principaux services technologiques utilisés par la Corporation. La BBC a pleinement opéré sa transition vers un modèle multi-fournisseurs dans lequel les services seront assurés par des prestataires tiers conjointement à des équipes de la BBC en interne. Le groupe bénéficiera ainsi d'un retour sur investissement, avec une flexibilité accrue et l'accès à de nouvelles technologies en continu.

L'Assemblée Générale annuelle des actionnaires d'Atos SE s'est réunie le **24 mai 2017** sous la présidence de Monsieur Thierry Breton, Président Directeur Général de la Société. Le Groupe a présenté des résultats records réalisés en 2016 tant au plan de la croissance du chiffre d'affaires que du niveau de prise de commandes, de la rentabilité opérationnelle, du résultat net et de la génération de trésorerie. Dans ce cadre l'Assemblée Générale a massivement approuvé les comptes sociaux et consolidés de l'exercice 2016 et le versement d'un dividende au titre de cet exercice à hauteur de 1,60 € par action, en hausse de 45% par rapport à l'an dernier. Le dividende sera détaché de l'action le 26 mai 2017 et sera mis en paiement en espèces à compter du 30 mai 2017. L'Assemblée Générale a également renouvelé les mandats d'administrateur de Monsieur Nicolas Bazire, Madame Valérie Bernis, Monsieur Roland Busch et Madame Colette Neuville. L'Assemblée Générale a émis un avis favorable sur les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice 2016 concernant Monsieur Thierry Breton et approuvé les principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables, long-termes et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables au Président Directeur Général au titre de l'exercice 2017.

Juin

Le **15 juin 2017**, Atos, via sa marque technologique Bull, a remporté auprès du GENCI (Grand Équipement National de Calcul Intensif) un contrat pour livrer fin 2017 l'un des supercalculateurs les plus puissants au monde. Successeur du système Curie installé au TGCC (Très Grand Centre de Calcul du CEA, Bruyères-Le-Chatel), le supercalculateur Bull Sequana d'une puissance globale de 9 PFlops, capable d'effectuer 9 millions de milliards d'opérations par seconde, servira la recherche française et européenne. L'annonce avait été officialisée la veille dans les locaux du Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation.

Le **27 juin 2017**, Atos, leader international de la transformation digitale, a été choisi par le groupe de haute technologie Safran, équipementier de premier rang dans les domaines de l'Aéronautique de l'Espace et de la Défense, pour l'accompagner dans l'optimisation de ses datacenters au niveau mondial. Le contrat, qui court jusqu'en 2021, comprend une option d'extension de deux ans. En confiant à Atos l'optimisation de ses datacenters, Safran accélère sa transformation digitale en se dotant des meilleures solutions du marché.

A.2 Revue opérationnelle

A.2.1 Réconciliation du chiffre d'affaires et de la marge opérationnelle à périmètre et taux de change constants

Le chiffre d'affaires du premier semestre 2017 a atteint 6 311 millions d'euros, en hausse de +10,8% par rapport aux chiffres publiés au premier semestre 2016, en hausse de +11,6% à taux de change constant, et de +2,2% en croissance organique. La marge opérationnelle s'est élevée à 538 millions d'euros, représentant 8,5% du chiffre d'affaires, par rapport à 408 millions d'euros (6,6% du chiffre d'affaires) au premier semestre 2016 à taux de change et périmètre constants (+190 points de base).

En millions d'euros	S1 2017	S1 2016	% variation
Chiffre d'affaires statuaire	6 311	5 697	10,8%
Effet de change		-44	
Chiffre d'affaires à taux de change constants	6 311	5 653	11,6%
Effet de périmètre		518	
Effet de change sur les périmètres acquis ou cédés		5	
Chiffre d'affaires à taux de change et périmètre constants	6 311	6 177	2,2%
Marge opérationnelle statuaire	538	444	21,2%
Effet de périmètre		-34	
Effet de change		-3	
Marge opérationnelle à taux de change et périmètre constants	538	408	32,0%
en % du chiffre d'affaires	8,5%	6,6%	

Le tableau ci-dessous présente les effets sur le chiffre d'affaires du premier semestre 2017 des acquisitions et des cessions, des transferts internes reflétant la nouvelle organisation du Groupe et les variations de taux de change.

En millions d'euros	S1 2016 publié	Effet de périmètre	Transferts internes	Effet de change*	S1 2016 à périmètre et taux de change constants
Amérique du Nord	990	114	-0	37	1 141
Allemagne	930	138	1	0	1 069
Royaume-Uni & Irlande	918	24	0	-90	852
France	847	1	-1	0	847
Benelux & Pays Nordiques	492	14	37	2	546
Autres Entités Opérationnelles	931	70	-37	18	983
Worldline	589	157	0	-6	740
TOTAL GROUP	5 697	518	0	-38	6 177
Infrastructure & Data Management	3 221	360	0	-25	3 556
Business & Platform Solutions	1 584	-0	-9	-8	1 567
Big Data & Cybersecurity	302	2	9	1	313
Worldline	589	157	0	-6	740
TOTAL GROUP	5 697	518	0	-38	6 177

* Taux de change moyens du premier semestre 2017

L'effet de périmètre s'élève à +518 millions d'euros. Il est lié aux contributions d'Unify Software & Platforms (6 mois), Unify Services (janvier 2016), Anthelio (6 mois), Equens, Paysquare et Komerčni Banka Smartpay (6 mois), Engage ESM et zData.

Les transferts internes qui sont intervenus au 1^{er} janvier 2017 intègrent i) l'affectation des opérations de Pologne, de Russie et de Lituanie de l'Entité Opérationnelle « Autres Entités Opérationnelles » (Europe Centrale & de l'Est) vers l'Entité Opérationnelle Benelux & Pays Nordiques et ii) celle des activités de conseils en Big Data au Moyen-Orient de la Division Business & Platform Solutions vers la Division Big Data & Cybersecurity.

L'effet de change de négatif -38 millions d'euros sur le chiffre d'affaires du premier semestre 2016 est principalement dû à la livre anglaise qui s'est dépréciée par rapport à l'euro, en partie compensé par l'appréciation du dollar américain et du real brésilien par rapport à l'euro.

Les effets décrits ci-dessus se sont également reflétés dans la marge opérationnelle à périmètre et taux de changes constants. En particulier, l'effet de périmètre s'est élevé à -34 millions d'euros, principalement en raison de la perte opérationnelle d'Unify S&P au premier semestre 2016 (avant l'achèvement complet du plan de restructuration) :

En millions d'euros	S1 2016 publié	Effet de périmètre	Transferts internes	Effet de change*	S1 2016 à périmètre et taux de change constants
Amérique du Nord	100	13	-1	4	116
Allemagne	81	-60	1	0	23
Royaume-Uni & Irlande	89	4	0	-9	84
France	48	-2	-2	-0	43
Benelux & Pays Nordiques	38	-1	-2	-0	35
Autres Entités Opérationnelles	53	10	4	3	70
Structures globales**	-57	0	0	1	-56
Worldline	92	2	0	-1	93
TOTAL GROUPE	444	-34	-0	-3	408
Infrastructure & Data Management	281	-36	0	-2	243
Business & Platform Solutions	78	0	-0	-1	77
Big Data & Cybersecurity	42	-0	0	0	43
Coûts centraux	-48	0	0	1	-48
Worldline	92	2	0	-1	93
TOTAL GROUPE	444	-34	0	-3	408

* Taux de change moyens du premier semestre 2017

** Les structures globales comprennent le coût des directions des Divisions non alloué aux Entités Opérationnelles du Groupe ainsi que les coûts centraux

A.2.2 Performance par Division

Le chiffre d'affaires s'est élevé 6 311 millions d'euros, +11,6% à taux de change constants et à +2,2% à périmètre et taux de change constants. Le Groupe a affiché +2,4% de croissance organique au deuxième trimestre 2017, confirmant la tendance positive déjà enregistrée au premier trimestre. Toutes les Divisions ont contribué à la croissance du chiffre d'affaires grâce à une forte dynamique commerciale et à la stratégie d'investissement dans l'innovation et la technologie.

La marge opérationnelle a atteint 538 millions d'euros, représentant 8,5% du chiffre d'affaires, une amélioration de +190 points de base provenant d'Infrastructure & Data Management (+240 points de base), de Business & Platform Solutions (+120 points de base) et de Worldline (+240 points de base).

En millions d'euros	Chiffre d'affaires			Marge opérationnelle		Marge opérationnelle %	
	S1 2017	S1 2016*	% organique	S1 2017	S1 2016*	S1 2017	S1 2016*
Infrastructure & Data Management	3 589	3 556	0,9%	329	243	9,2%	6,8%
Business & Platform Solutions	1 608	1 567	2,6%	98	77	6,1%	4,9%
Big Data & Cybersecurity	357	313	13,8%	43	43	12,2%	13,6%
Coûts centraux				-46	-48	-0,8%	-0,9%
Worldline	757	740	2,3%	114	93	15,0%	12,6%
Total	6 311	6 177	2,2%	538	408	8,5%	6,6%

* A périmètre et taux de change constants

A.2.2.1 Infrastructure & Data Management

En millions d'euros	S1 2017	S1 2016*	% organique
Chiffre d'affaires	3 589	3 556	0,9%
Marge opérationnelle	329	243	
Taux de marge opérationnelle	9,2%	6,8%	

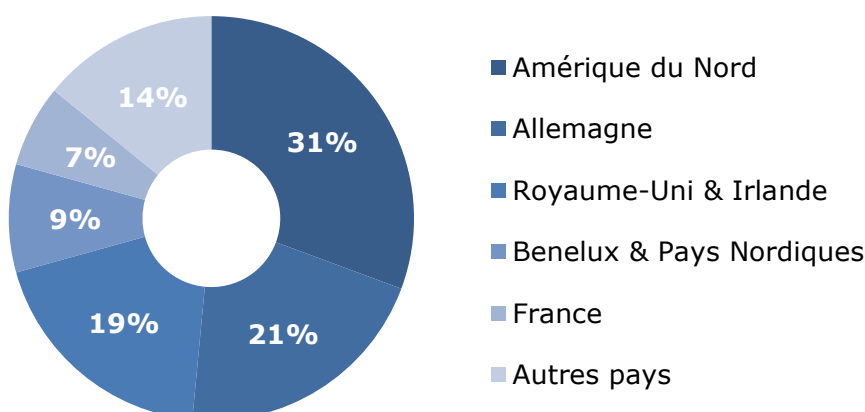
* A périmètre et taux de change constants

Le **chiffre d'affaires** de l'activité Infrastructure & Data Management (qui comprend celui d'Unify S&P) s'est élevé à 3 589 millions d'euros, en hausse de +0,9% à périmètre et taux de change constants, avec une forte croissance du Cloud et des Services de Transition et Transformation. En outre, la Division participe activement à la transformation de l'environnement informatique de ses principaux clients par l'automatisation et la robotisation et a remporté plusieurs grands contrats dans le cadre de la « Digital Transformation Factory » ce qui a soutenu la croissance dans plusieurs zones géographiques comme l'Amérique du Nord, l'Asie-Pacifique et l'Allemagne.

La croissance s'est principalement matérialisée dans le secteur Public & Santé, notamment en Amérique du Nord grâce à la hausse des volumes et à un périmètre supplémentaire sur l'installation Oracle Exadata pour Texas Department of Information Resources, ainsi qu'à la signature de nouveaux contrats en France avec Naval Group et la Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA). Le marché Services Financiers a bénéficié de la montée en charge de nouveaux grands contrats signés l'année dernière comme Aegon et National Savings & Investments (N&SI) au Royaume-Uni, Kasbank et VGZ aux Pays-Bas et AXA en France, tandis que la croissance en Asie-Pacifique a été portée par l'augmentation des volumes auprès d'une grande banque basée à Hong-Kong. Le secteur Industrie, Distribution & Transports a également enregistré une croissance solide dans plusieurs zones géographiques, grâce notamment à la signature de nouveaux contrats avec Rheinmetall en Allemagne, Monsanto en Amérique du Nord, ainsi qu'avec Akzo Nobel et NXP pour Benelux & Pays Nordiques. La situation du marché Télécoms, Médias & Services aux Collectivités est restée plus difficile, en particulier au Royaume-Uni affecté par des réductions de périmètre sur le contrat avec la BBC sachant que le renouvellement du contrat a été signé au deuxième trimestre de cette année.

Le chiffre d'affaires est ressorti en hausse organique de +1,0% au deuxième trimestre 2017.

Chiffre d'affaires en Infrastructure & Data Management par zone géographique



La **marge opérationnelle** de l'activité Infrastructure & Data Management (en incluant Unify S&P) s'est établie à 329 millions d'euros au premier semestre 2017, représentant ainsi 9,2% du chiffre d'affaires. L'amélioration de +240 points de base a été portée par la migration réussie d'infrastructures vers le Cloud, l'automatisation et la robotisation ainsi qu'aux programmes d'industrialisation. La Division a également bénéficié de la réussite du plan d'intégration d'Unify Services et l'exécution du plan de restructuration d'Unify (Services, Software & Platforms). De plus, l'amélioration des marges a résulté de l'augmentation du chiffre d'affaires, combinée à un contrôle rigoureux des coûts et à une stricte gestion des projets. La rentabilité s'est améliorée dans toutes les zones géographiques. L'Allemagne a particulièrement contribué

à cette performance, bénéficiant de l'effet du programme de restructuration d'Unify mise en œuvre l'année dernière. Dans les Entités Opérationnelles Benelux & Pays Nordiques et France, la marge opérationnelle a bénéficié d'un meilleur mix d'activité, alors que l'Amérique du Nord a continué à afficher de bonnes performances grâce à une plus grande efficacité opérationnelle. Enfin, au Royaume-Uni, la marge opérationnelle s'est améliorée grâce à la signature de nouveaux contrats et à l'attention portée au suivi des coûts qui ont plus que compensé les effets du contrat avec la BBC.

A.2.2.2 Business & Platform Solutions

En millions d'euros	S1 2017	S1 2016*	% organique
Chiffre d'affaires	1 608	1 567	2,6%
Marge opérationnelle	98	77	
Taux de marge opérationnelle	6,1%	4,9%	

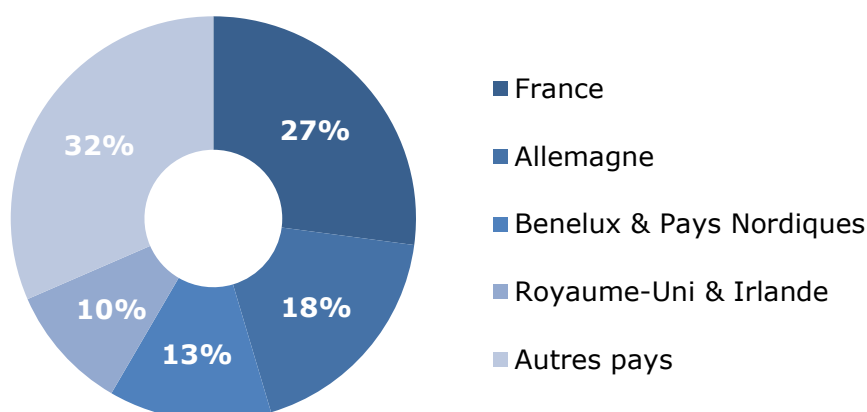
* A périmètre et taux de change constants

Le **chiffre d'affaires** de la Division Business & Platform Solutions a atteint 1 608 millions d'euros, en hausse de +2,6% à taux de change et périmètre constants. La Division a amélioré sa compétitivité grâce à une gestion plus efficace de ses effectifs et à l'industrialisation de ses centres de production mondiale. La Division est également en train d'évoluer vers des projets de transformation numérique à plus forte valeur ajoutée et la croissance du chiffre d'affaires a été renforcée par les activités dans la « Digital Transformation Factory » en particulier avec la mise en œuvre de solutions de l'Industry 4.0 pour de grands industriels.

La croissance a été portée par le secteur Industrie, Distribution & Transports qui a enregistré une bonne performance dans toutes les géographies, plus particulièrement en Allemagne, qui a bénéficié du développement des activités SAP HANA et Codex, dans le secteur de l'automobile notamment avec Daimler et Volkswagen; ceci a été combiné à la montée en charge de plusieurs contrats en Europe Centrale & de l'Est (Coca-Cola) et en Asie (Betagro). Le marché du secteur Public & Santé a également progressé en particulier au Moyen-Orient et en Afrique grâce à livraison de la dernière phase du contrat avec Polimeks et au succès des activités Codex dans les Entités Opérationnelles de Major Events et en Asie-Pacifique. Télécoms, Médias & Services aux Collectivités a également affiché une bonne performance en Allemagne, conjuguée à une hausse des volumes et des ventes dans le secteur de l'énergie en Italie grâce aux solutions Codex. Dans les Services Financiers, l'activité est restée légèrement en retrait en France, dans la Zone Ibérique et en Europe Centrale & de l'Est, avec une baisse du nombre de projets réalisés sur le premier semestre, tandis qu'en Allemagne, la Division a réussi à lancer plusieurs nouveaux projets dans le développement d'applications mobiles et l'amélioration de l'expérience clients auprès d'un leader du secteur bancaire.

La croissance organique du chiffre d'affaires s'est élevée à +2,7% au deuxième trimestre 2017.

Chiffre d'affaires en Business & Platform Solutions par zone géographique



La **marge opérationnelle** a été de 98 millions d'euros, soit 6,1% du chiffre d'affaires. La forte amélioration de +120 points de base a résulté de la progression du chiffre d'affaires, principalement au Moyen-Orient et en Afrique, en Europe Centrale et de l'Est et en Allemagne conjuguée aux effets dans la plupart des géographies des réductions coûts et des actions réussies de gestion des effectifs. La France, l'Amérique du Nord, la Zone Ibérique et l'Amérique du Sud sont parvenues à améliorer leur marge opérationnelle grâce au programme d'industrialisation des services applicatifs et à une amélioration du taux d'utilisation des effectifs. Dans l'ensemble, la Division Business & Platform Solutions a poursuivi la tendance positive d'augmentation à la fois de son chiffre d'affaires et de sa marge opérationnelle en investissant dans l'innovation et dans les nouvelles offres Codex et SAP HANA afin de réaliser l'amélioration de la marge opérationnelle prévue.

A.2.2.3 Big Data & Cybersecurity

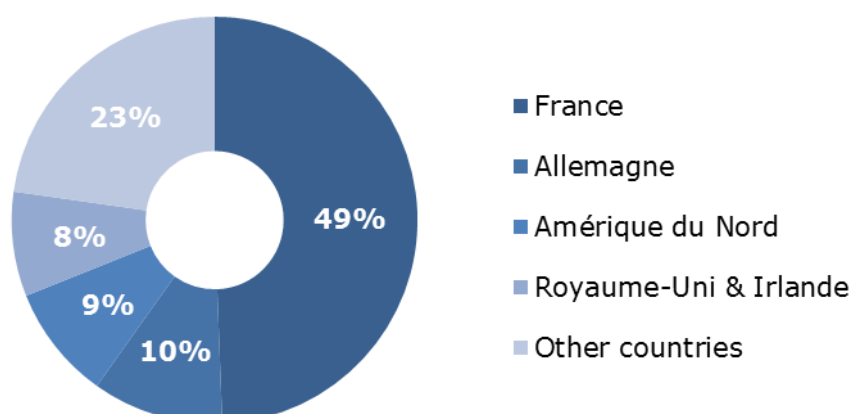
En millions d'euros	S1 2017	S1 2016*	% organique
Chiffre d'affaires	357	313	13,8%
Marge opérationnelle	43	43	
Taux de marge opérationnelle	12,2%	13,6%	

* A périmètre et taux de change constants

Le **chiffre d'affaires** de Big Data & Cybersecurity (BD&S) s'est élevé à 357 millions d'euros, affichant une croissance organique robuste de +13,8%, avec une forte hausse enregistrée en particulier au Royaume-Uni, en Amérique du Nord et en France. Cette solide performance a été soutenue par les ventes de supercalculateurs (HPC), en particulier au Royaume-Uni et en France dans le secteur de la recherche, respectivement avec des clients tels que Science & Technology Facilities Council, l'Atomic Weapon Establishment, l'Université d'Oxford et également GENCI (Grand Equipement National de Calcul Intensif) et le CEA ainsi que de grands clients dans le secteur industriel. Les activités commerciales en cybersécurité ont également été très dynamiques, notamment grâce à des contrats signés avec de grands clients tels que Xerox en Amérique du Nord et Nokia en Allemagne. En effet, en raison de l'augmentation massive du volume de données à traiter et de l'adoption des nouvelles technologies, les grandes organisations sont confrontées à des cyberattaques de plus en plus sophistiquées à un rythme jamais observé auparavant. Atos a développé des solutions complètes en matière de cybersécurité pour aider ses clients à faire face à ces nouvelles grandes menaces. Le Groupe est reconnu comme un leader en matière de gouvernance de la sécurité, de communication sécurisée, de diagnostic de la situation et de la gestion des identités et des accès.

Au deuxième trimestre de 2017, la Division Big Data & Cybersecurity a enregistré une croissance organique de son chiffre d'affaires de + 14,2%.

Chiffre d'affaires en Big Data & Cybersecurity par zone géographique



La **marge opérationnelle** a été de 43 millions d'euros, soit 12,2 % du chiffre d'affaires. La Division a continué d'enregistrer une forte croissance tout en investissant dans des solutions et des produits innovants et en élargissant son empreinte internationale.

A.2.2.4 Worldline

Une présentation détaillée des résultats de l'exercice 2016 de Worldline est disponible sur worldline.com, dans la section « investisseurs ».

En millions d'euros	S1 2017	S1 2016*	% organique
Chiffre d'affaires	757	740	2,3%
Marge opérationnelle	114	93	
Taux de marge opérationnelle	15,0%	12,6%	

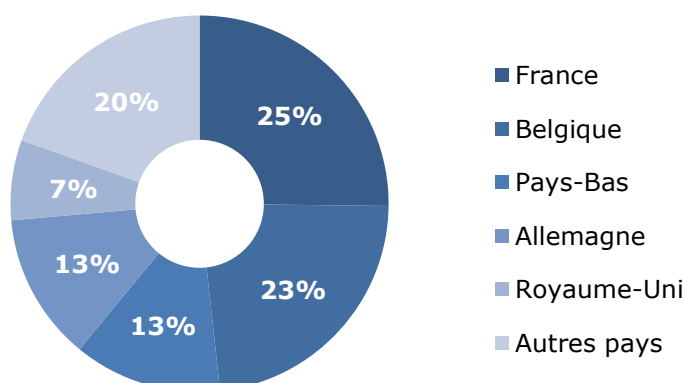
*A périmètre et taux de change constants

La contribution de Worldline au **chiffre d'affaires** du Groupe a été de 757 millions d'euros, en progression de +2,3% à taux de change et périmètre constants :

- l'activité **Services Commerçants** a progressé de +5,2% à périmètre et à taux de change constant et atteint 259 millions d'euros. La croissance provient principalement de *Merchant Payment Services*, notamment de l'activité *Acquisition Commerçants*, qui a bénéficié d'une augmentation du nombre de transactions, d'un fort dynamisme en Inde suite à la mise en application de la loi sur la démonétisation qui a entraîné une multiplication par x2,5 des volumes de transactions par rapport à l'année dernière et des tendances commerciales positives des sociétés Paysquare et KB SmartPay récemment acquises. L'activité *Merchant Digital Services* a également progressé grâce aux Services de Cartes de Fidélité et de Cartes Privatives, avec des ventes de kiosques plus importantes et du chiffre d'affaires sur projets plus élevé avec des entreprises de transport au Royaume-Uni.
- l'activité **Traitement des Transactions** a atteint 344 millions d'euros, avec une croissance organique de +6,1%. Le chiffre d'affaires de l'activité *Traitement Emetteurs* a augmenté grâce à un niveau élevé de services en matière de lutte contre la fraude en Belgique et à une forte croissance des services d'authentification sur la période (ACS et 3D Secure). L'augmentation du chiffre d'affaires a également été soutenue par la croissance globale du nombre de transactions de paiement par cartes. Le segment de l'*Acquisition Commerçants* a également été particulièrement dynamique grâce à une augmentation des volumes et des projets principalement en France et en Italie. Les services pour la *Banque Numérique* ont progressé principalement grâce au développement continu et à la bonne fertilisation des projets en France. Enfin, l'activité *Payment non-cartes* a augmenté avec la hausse des volumes des transactions des paiements SEPA aux Pays-Bas et en Allemagne, ainsi qu'à une forte croissance de l'activité iDeal aux Pays-Bas, une activité qui était déjà opérée par Equens.
- Le chiffre d'affaires de la ligne **Mobilité & Services Transactionnels** s'établit à 154 millions d'euros, en baisse de -9,3% à périmètre et taux de change constants car l'activité *Services numériques de confiance* (précédemment «*Services numériques pour les gouvernements et services publics*») a été impactée pour le dernier semestre par la fin du contrat «Radars» en juin 2016. En excluant cet effet, la croissance de Mobilité et Services Transactionnels aurait dépassé +11% au premier semestre 2017. Cette performance aurait été atteinte grâce à une croissance sous-jacente à deux chiffres enregistrée dans la ligne *Service numériques de confiance*, en particulier dans les services transactionnels dans la santé, les activités de collecte des taxes en Amérique latine et avec une augmentation du chiffre d'affaires provenant de divers projets avec des organismes gouvernementaux français; à une croissance robuste des activités de *Billetterie électronique* qui ont bénéficié d'une bonne dynamique en Amérique latine et grâce à la hausse du chiffre d'affaires liée au prix des tickets; et enfin, à une croissance de deux chiffres dans les activités *e-Consommateur & Mobilité* grâce à un bon niveau d'activité des projets en France et en Allemagne.

Le chiffre d'affaires a augmenté de + 2,6% à périmètre et taux de change constants au deuxième trimestre de 2017.

Chiffre d'affaires de Worldline par zone géographique



La **marge opérationnelle** a totalisé 114 millions d'euros, pour atteindre 15,0% du chiffre d'affaires en hausse de +240 points de base. Cette augmentation s'est traduite essentiellement au niveau de la ligne d'activités **Traitement des Transactions**, grâce à la forte hausse du chiffre d'affaires combinée à la matérialisation rapide des synergies de coûts d'equensWordline. La marge opérationnelle de **Services Commerçants** a été impactée par la baisse de la redevance interchange en Belgique alors que cette activité a continué d'enregistrer une croissance des volumes de transactions, des effets positifs sur le mix prix dans les services d'*Acquisition Commerçants* et les ventes de kiosques numériques en libre-service dans les services de *Carte de Fidélité & Carte privatives*. Enfin, la marge opérationnelle des **Mobilité & Services Transactionnels** a été comme prévu fortement impactée par rapport à l'année dernière par la fin du contrat « Radars ». L'augmentation de la marge résultant de volumes plus élevés dans les activités les activités de *Connected Living & Mobility* et de *Billetterie électronique* ainsi qu'un ajustement positif exceptionnel sur les engagements de retraites (7 millions d'euros) ont partiellement compensé cet effet.

A.2.3 Performance par Entité Opérationnelle

En millions d'euros	Chiffre d'affaires			Marge opérationnelle		Marge opérationnelle %	
	S1 2017	S1 2016*	% organique	S1 2017	S1 2016*	S1 2017	S1 2016*
Amérique du Nord	1 162	1 141	1,8%	124	116	10,7%	10,2%
Allemagne	1 080	1 069	1,0%	70	23	6,5%	2,1%
Royaume-Uni & Irlande	880	852	3,4%	83	84	9,4%	9,8%
France	847	847	0,1%	59	43	6,9%	5,1%
Benelux & Pays Nordiques	536	546	-1,8%	46	35	8,7%	6,4%
Autres Entités Opérationnelles	1 049	983	6,8%	89	70	8,5%	7,1%
Structures globales**				-46	-56	-0,8%	-1,0%
Worldline	757	740	2,3%	114	93	15,0%	12,6%
Total	6 311	6 177	2,2%	538	408	8,5%	6,6%

* A périmètre et taux de change constants

** Les structures globales comprennent le coût des directions des Divisions non alloué aux Entités Opérationnelles du Groupe ainsi que les coûts centraux

Au cours du premier semestre de 2017, le chiffre d'affaires a crû dans la plupart des Entités Opérationnelles :

- L'Amérique du Nord a bénéficié du déploiement du Cloud Hybride Orchestré et de l'offre de gestion du poste de travail numérique (Digital Workplace), ainsi que de la croissance des activités de Big Data & Cybersecurity ;
- L'Allemagne, avec la réalisation de plusieurs projets, notamment dans le domaine de l'Industrie 4.0 dans le secteur automobile et des applications mobiles dans les Services Financiers ;
- Royaume-Uni & Irlande a confirmé la tendance positive observée depuis le deuxième semestre de l'année dernière. L'activité d'Infrastructures & Data Management est restée forte dans la plupart des marchés. La forte croissance du chiffre d'affaires de la Division Big Data & Cybersecurity a été soutenue par l'activité HPC, notamment du fait de la livraison de deux supercalculateurs Sequana dans les secteurs de la défense et de la recherche ;
- le chiffre d'affaires en France est resté stable grâce à la montée en charge de contrats IDM dans le secteur de la défense ainsi qu'à plusieurs projets HPC dans les secteurs de l'automobile et dans le secteur public ;
- Benelux & Pays Nordiques a continué son redressement en IDM, bénéficiant d'une hausse des volumes et de la montée en charge de contrats dans l'Industrie et les Services Financiers. Alors que le chiffre d'affaires en B&PS est resté stable au Benelux, la Division a été impactée au deuxième trimestre par un effet de comparaison relatif à un contrat livré l'année dernière à l'administration polonaise ;
- les « Autres Entités Opérationnelles » ont fortement contribué à la croissance du chiffre d'affaires du Groupe grâce à une forte performance en Asie-Pacifique et au Moyen-Orient principalement, notamment en Business & Platform Solutions ;
- enfin Worldline a continué de bénéficier du dynamisme en Services Commerçants et en Traitement des Transactions, et de nouvelles activités dans le domaine de la Mobilité.

Au premier semestre de 2017, le Groupe a poursuivi ses programmes de transformation grâce à l'industrialisation, l'automatisation et la robotisation ainsi qu'à l'optimisation continue des coûts indirects. En outre, le Groupe a bénéficié des effets du plan de restructuration d'Unify et des synergies avec Equens. La quasi-totalité des Entités Opérationnelles ont montré une amélioration de leur rentabilité, notamment l'Allemagne qui a bénéficié de l'intégration d'Unify, Benelux & Pays Nordiques avec un meilleur mix d'affaires et la France grâce à des actions visant à améliorer son efficacité opérationnelle. L'Amérique du Nord a réalisé un taux de marge opérationnelle de 10,7% devenant ainsi la géographie la plus rentable du Groupe

A.2.3.1 Amérique du Nord

En millions d'euros	S1 2017	S1 2016*	% organique
Chiffre d'affaires	1 162	1 141	1,8%
Marge opérationnelle	124	116	
Taux de marge opérationnelle	10,7%	10,2%	

*A périmètre et taux de change constants

Le **chiffre d'affaires** a atteint 1 162 millions d'euros, soit +1,8% de croissance organique. Cette performance provient principalement de la forte croissance de l'activité Big Data & Cybersecurity, reflétant ainsi la diversification progressive de l'Entité Opérationnelle et notamment de sa capacité à tirer parti des grands clients IDM pour développer d'autres activités. La performance globale du chiffre d'affaires de l'Amérique du Nord a été impactée par la décroissance des activités Unify S&P, ce qui devrait contribuer à l'accélération de la croissance de l'activité au second semestre, ainsi que la réalisation des contrats signés sur la première partie de l'année (ratio de prise de commandes sur chiffre d'affaires de 167%, le plus élevé du Groupe).

La Division Infrastructure & Data Management a réussi son développement dans les services Cloud grâce au déploiement d'une solution de Cloud Hybride pour Texas DIR et à la contribution positive du contrat remporté l'année dernière avec Monsanto. Le secteur Public & Santé a fortement contribué à cette solide performance, alors que l'effet de la montée en charge de nouveaux contrats dans le secteur Industrie, Distribution & Transports a été compensé par la fin des programmes et les ajustements contractuels de prix avec d'autres clients. La performance du marché Télécom, Médias & Services aux Collectivités a été affectée par l'effet de base d'une vente de matériel réalisée l'an dernier.

La Division Business & Platform Solutions reste une activité de taille modeste et a été à peu près stable au cours de la période. Bien que le secteur Industrie, Distribution & Transports ait bénéficié de nouveaux contrats avec des clients américains existants, cette activité a été majoritairement compensée par la fin de projets réalisés avec succès l'année dernière, notamment dans le secteur Télécom, Médias & Services aux Collectivités.

Le chiffre d'affaires de la Division Big Data & Cybersecurity a enregistré une croissance particulièrement élevée et cela sur tous les marchés grâce à une forte demande pour des solutions de cybersécurité de la part des grands clients tels que Xerox. L'Entité Opérationnelle a également développé les ventes de services de Big Data dans la plupart des secteurs d'activité.

La **marge opérationnelle** a continué à s'améliorer en Amérique du Nord, pour atteindre à 124 millions d'euros, représentant une solide rentabilité de 10,7% du chiffre d'affaires. L'Entité Opérationnelle a bénéficié des impacts de l'amélioration du chiffre d'affaires ainsi que d'importantes actions réalisées pour réduire la base des coûts conjuguées à une gestion de projet plus efficace. Ces différentes actions ont permis d'améliorer le taux de marge dans toutes les Divisions.

A.2.3.2 Allemagne

En millions d'euros	S1 2017	S1 2016*	% organique
Chiffre d'affaires	1 080	1 069	1,0%
Marge opérationnelle	70	23	
Taux de marge opérationnelle	6,5%	2,1%	

*A périmètre et taux de change constants

L'Allemagne a affiché une croissance organique de +1,0% de son **chiffre d'affaires**, à 1 080 millions d'euros au premier semestre 2017. La Division Business & Platform Solutions a bénéficié de la montée en charge des nouveaux contrats gagnés au cours de l'exercice précédent, alors que la performance de Big Data & Cybersecurity a été impactée par l'effet de base lié à des ventes de licences. Le chiffre d'affaires en Infrastructure & Data Management a très légèrement baissé en raison d'une réduction contractuelle des prix avec de grands clients.

Le chiffre d'affaires en Infrastructure & Data Management a été principalement alimenté par la montée en charge du contrat Rheinmetall signé au cours du troisième trimestre 2016. Le marché des Services Financiers a bénéficié de nouveaux contrats importants. Ceci a permis de compenser les baisses contractuelles de prix à certains clients. Le domaine des Télécommunications a été impacté par la baisse d'activité avec Nokia qui a été partiellement compensée par l'augmentation des volumes sur le contrat Telefonica. Enfin, la croissance du chiffre d'affaires a été impactée par l'intégration d'Unify S&P depuis le 1^{er} janvier 2017, ce qui laisse un gisement de croissance d'ici à la fin de l'année.

La Division Business & Platform Solutions a continué à enregistrer une forte croissance organique, tous les marchés ayant contribué à cette bonne performance. En particulier, le secteur des Services Financiers et celui de l'Industrie ont connu une croissance à deux chiffres, grâce aux activités SAP HANA conjuguée à la montée en puissance de nouveaux contrats, notamment avec BMW et Deutsche Bank. La bonne performance du marché Télécom, Médias & Services aux Collectivités a été soutenue par de nouveaux contrats avec Telefonica et EnBW, tandis que le Secteur Public et les projets avec Siemens sont restés dynamiques.

Big Data & Cybersecurity a réalisé une solide performance dans la cybersécurité avec des clients tels que Nokia et BMW, mais cela n'a pas pu totalement compenser l'effet de base lié aux ventes réalisées l'an dernier.

La **marge opérationnelle** a atteint 70 millions d'euros, soit 6,5% du chiffre d'affaires, en forte amélioration par rapport au premier semestre 2016 à périmètre et taux de change constants. Cette amélioration provient en particulier de la Division Infrastructure & Data Management qui a bénéficié de l'exécution du plan de restructuration d'Unify qui a permis aux activités Unify S&P de redevenir profitables, ainsi qu'aux efforts continus de réduction des coûts. Business & Platform Solutions a confirmé sa reprise avec une forte croissance de son chiffre d'affaires et à l'amélioration continue de la gestion de ses effectifs.

A.2.3.3 Royaume-Uni & Irlande

<i>En millions d'euros</i>	S1 2017	S1 2016*	% organique
Chiffre d'affaires	880	852	3,4%
Marge opérationnelle	83	84	
Taux de marge opérationnelle	9,4%	9,8%	

**A périmètre et taux de change constants*

Le **chiffre d'affaires** a atteint 880 millions d'euros, en hausse de + 3,4% à périmètre et taux de change constants, poursuivant la bonne tendance enregistrée au premier trimestre et notamment grâce au dynamisme des activités IDM et BDS.

La Division Infrastructure & Data Management a enregistré une croissance de son chiffre d'affaires par rapport au premier semestre 2016, bénéficiant de la montée en charge des nouveaux contrats signés l'année dernière tel que Aegon, ainsi qu'à la croissance de l'activité Digital Workplace pour nos principaux clients et de nouveaux contrats Cloud notamment dans les secteurs industriel et public. La croissance a été principalement alimentée par le secteur Public & Santé, grâce à la montée en charge de nouveaux contrats avec University College London Hospitals et avec Police Services Northern Ireland, combinée à la hausse des volumes et au nombre de projets réalisés auprès de clients tels que le ministère de la Justice et DWP dans le cadre du contrat PIP. Les Services Financiers ont bénéficié d'une forte activité du fait notamment de la montée en charge du contrat Aegon mentionné ci-dessus et de l'augmentation du nombre de projets avec NS&I. Cela a largement compensé la baisse de l'activité dans le secteur Télécom, Médias & Services aux Collectivités impactée par des réductions de périmètre d'intervention conformément au contrat avec la BBC, bien que le contrat ait été renouvelé au deuxième trimestre 2017.

En Business & Platform Solutions, tous les marchés ont contribué à l'amélioration de la croissance grâce à l'augmentation des projets SAP HANA qui s'est matérialisée par la signature de plusieurs nouveaux contrats. Cela n'a pas entièrement compensé la baisse de chiffre d'affaires dans le secteur public et dans les télécommunications respectivement avec BBC et Post Office.

Big Data & Cybersecurity a fait preuve d'une très forte dynamique de croissance au cours du semestre, notamment dans les secteurs Public & Santé et Industrie, Distribution & Transport pour pourvoir à l'augmentation de la demande dans les domaines de la cybersécurité et du calcul à haute performance (HPC).

La **marge opérationnelle** s'est élevée à 83 millions d'euros, soit 9,4% du chiffre d'affaires. La Division a bénéficié de la croissance de son chiffre d'affaires et a réussi à maintenir un bon niveau de profitabilité malgré l'effet des réductions contractuelles de prix dans la Division Infrastructure & Data Management. En particulier, le management de l'Entité Opérationnelle a continué à mener des actions de réduction des coûts et de synergies grâce aux initiatives du programme « Tier One », ainsi qu'à une rigoureuse gestion des projets sur les grands contrats.

A.2.3.4 France

En millions d'euros	S1 2017	S1 2016*	% organique
Chiffre d'affaires	847	847	0,1%
Marge opérationnelle	59	43	
Taux de marge opérationnelle	6,9%	5,1%	

*A périmètre et taux de change constants

Avec un **chiffre d'affaires** de 847 millions d'euros, la croissance organique de la France a progressé de +0,1%. Les Divisions Infrastructure & Data Management et Big Data & Cybersecurity ont principalement contribué à la performance de l'Entité Opérationnelle.

Dans la Division Infrastructure & Data Management, la croissance provient principalement du secteur Public & Santé notamment en France grâce au contrat avec Naval Group. Le secteur des Services Financiers a enregistré une très bonne performance grâce à des contrats comme celui avec AXA. Les marchés Industrie, Distribution & Transport et Télécom, Médias & Services aux Collectivités ont bénéficié de la signature de nouveaux contrats comme celui de Cloud Hybride Orchestré pour Safran , ce qui a en partie compensé l'arrêt d'autres contrats.

Les activités de Business & Platform Solutions ont été portées par la forte croissance réalisée dans le secteur industriel, principalement grâce aux projets de Digital Workplace auprès de grandes entreprises comme Michelin, Air France ou encore Renault alors que le secteur Public & Santé a été impacté par la livraison d'un grand contrat avec le Ministère de la Défense l'an dernier. Dans les Télécom, Médias & Services aux Collectivités, l'activité est restée stable grâce à l'augmentation des projets Codex en particulier dans le secteur de l'Energie.

La Division Big Data & Cybersecurity a continué d'afficher une très belle performance, bénéficiant de la forte demande dans le domaine des HPC, avec de nouveaux contrats tels que GENCI (Grand Equipement National de Calcul Intensif) ou Renault, ainsi que de la montée en puissance de projets avec le CEA (Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives), mais également grâce au développement des activités de téléphonie Hoox.

La **marge opérationnelle** a atteint 59 millions d'euros, soit 6,9% du chiffre d'affaires, ce qui a représenté une amélioration de +180 points de base, du fait notamment de la bonne performance des Divisions Business & Platform Solutions et Infrastructure & Data Management. Chez Business & Platform Solutions, l'amélioration de la rentabilité résulte d'importantes mesures de réduction des coûts, conjuguées à une amélioration du taux journalier moyen. En Infrastructure & Data Management, une gestion plus efficace des ressources ainsi que l'optimisation de la base de coûts ont permis d'améliorer le taux de marge opérationnelle. La Division Big Data & Cybersecurity a maintenu un taux de marge élevé tout en continuant à investir dans des solutions et des produits innovants. Enfin l'Entité Opérationnelle a également bénéficié d'actions de réduction de coûts menées dans l'ensemble du groupe notamment dans les coûts de locaux.

A.2.3.5 Benelux & Pays Nordiques

En millions d'euros	S1 2017	S1 2016*	% organique
Chiffre d'affaires	536	546	-1,8%
Marge opérationnelle	46	35	
Taux de marge opérationnelle	8,7%	6,4%	

*A périmètre et taux de change constants

Avec un **chiffre d'affaires** de 536 millions d'euros, cette Entité Opérationnelle a enregistré un recul de son taux de croissance organique de -1,8%. L'Entité Opérationnelle a réussi à réduire sa décroissance organique observée l'année dernière (-7,3% en 2016).

La Division Infrastructure & Data Management a poursuivi sa reprise et a enregistré une légère croissance provenant principalement des Pays-Bas, de la Belgique et de la Pologne. Du point de vue des marchés, la croissance est venue principalement du secteur Industrie, Distribution & Transport, qui a bénéficié de l'augmentation des volumes réalisés avec Akzo Nobel et NXP ainsi que de la montée en puissance du contrat Philips. Dans les Services Financiers, les nouveaux contrats gagnés avec Kasbank et VGZ ont largement compensé la baisse des volumes réalisés auprès d'autres clients. La hausse de l'activité en Pologne et celle auprès de l'Union Européenne ont compensé la baisse de l'activité dans le secteur Télécom, Médias & Services aux Collectivités avec des clients tels que KPN et Schlumberger mais également avec un client au Danemark dans le secteur public.

L'activité de la Division Business & Platform Solutions est restée stable au Benelux. La Division a été affectée au deuxième trimestre par un effet de base relatif à un contrat finalisé l'année dernière avec l'administration polonaise, partiellement compensé par de nouveaux contrats signés aux Pays-Bas et par l'augmentation des volumes avec l'Union Européenne. Le secteur Industrie, Distribution & Transport a bénéficié de la signature de nouveaux contrats dans la transformation digitale comme Akzo Nobel (One Hub). Au sein du marché Télécom, Médias & Services aux Collectivités, la montée en puissance du nouveau contrat signé avec T-Mobile a permis de compenser la baisse de l'activité avec KPN.

En Big Data & Cybersecurity, l'activité est dans sa phase de déploiement. Au cours de la période, la signature de certains contrats a été reportée au second semestre 2017.

La **marge opérationnelle** s'est élevée à 46 millions d'euros, soit 8,7% du chiffre d'affaires en hausse de +230 points de base. Celle de la Division Infrastructure & Data Management résulte d'un mix favorable des ventes combiné à un programme rigoureux d'économie sur les coûts. Les rentabilités de Business & Platform Solutions et Big Data & Cybersecurity ont été affectées par la baisse de leur chiffre d'affaires.

A.2.3.6 Autres Entités Opérationnelles

En millions d'euros	S1 2017	S1 2016*	% organique
Chiffre d'affaires	1 049	983	6,8%
Marge opérationnelle	89	70	
Taux de marge opérationnelle	8,5%	7,1%	

*A périmètre et taux de change constants

Le **chiffre d'affaires** « Autres Entités Opérationnelles » a atteint 1 049 millions d'euros, soit une croissance organique de +6,8% réalisée grâce à une forte croissance enregistrée par toutes les Divisions et en particulier par Business & Platform Solutions.

La hausse en Infrastructure & Data Management provient principalement du secteur des Services Financiers bénéficiant notamment de l'augmentation des volumes avec une grande banque basée à Hong-Kong. L'activité Télécom, Médias & Services aux Collectivités s'est également accrue portée par une activité dynamique dans la Zone Ibérique, en Inde et en Italie où des services très spécifiques dans le Digital Workplace ont été déployés dans le cadre du contrat avec Enel. Cela a permis de compenser les réductions contractuelles de prix avec de grands clients industriels.

Business & Platform Solutions a enregistré une très bonne performance dans presque tous les secteurs. En particulier, le secteur public a bénéficié de la montée en charge de nouveaux contrats tels que la dernière phase du contrat avec Polimeks et le contrat pour les Jeux Universitaires de Taiwan en Asie. Les secteurs Industrie, Distribution & Transport et Télécom, Médias & Services aux Collectivités ont également affiché une amélioration significative de leur activité, principalement grâce à la hausse des volumes et à la signature de nouveaux projets en Europe Centrale et en Asie ce qui a permis de compenser une baisse dans les Services Financiers résultant des restrictions budgétaires de certains clients, plus particulièrement dans la Zone Ibérique et en Europe Centrale.

Le chiffre d'affaires en Big Data & Cybersecurity a été en légère croissance organique portée par de nouvelles ventes de Supercalculateurs en Afrique dans le secteur public qui ont plus que compensé les effets de base sur la Zone Ibérique et en Europe Centrale.

La **marge opérationnelle** s'est élevée à 89 millions d'euros, soit 8,5% du chiffre d'affaires en légère amélioration par rapport au premier semestre 2016 à périmètre et taux de change constants. La marge a principalement bénéficié de la hausse du chiffre d'affaires ainsi que des mesures d'optimisation de la base des coûts.

A.2.3.7 Structures globales

Les coûts des structures globales ont diminué de 9 millions d'euros par rapport au premier semestre 2016, reflétant les efforts continus d'optimisation des coûts, d'une politique plus agressive sur les achats et les coûts immobiliers. Pour mémoire, le Groupe avait investi significativement l'année dernière dans sa force de vente et dans son portefeuille d'offres dans le cadre du plan de relance de la Division Business & Platform Solutions et du nouveau plan à 3 ans.

A.2.4 Chiffre d'affaires par Marché

En millions d'euros	S1 2017	S1 2016*	% organique
Industrie, Distribution & Transports	2 388	2 347	1,8%
Public & Santé	1 781	1 717	3,7%
Télécoms, Médias & Services aux collectivités	1 016	1 042	-2,5%
Services Financiers	1 126	1 071	5,1%
Total	6 311	6 177	2,2%

* A périmètre et taux de change constants

A.2.4.1 Industrie, Distribution & Transport

Le marché Industrie, Distribution & Transport est resté le plus important du Groupe (38%), pour atteindre 2 388 millions d'euros en 2017, et +1,8% à taux de change et périmètre constants. Le chiffre d'affaire d'Industrie, Distribution & Transport a bénéficié de la montée en charge de contrats en Allemagne comme Rheinmetall et en Amérique du Nord avec Monsanto. Par Division, une solide performance a été enregistrée en Big Data & Cybersecurity.

Sur ce marché, les dix principaux clients (hors Siemens) représentent 19% du chiffre d'affaires avec Conduent, BASF, Johnson & Johnson, Rheinmetall, Xerox, Renault Nissan, Philips, Airbus, Daimler Group, and Royal Mail.

A.2.4.2 Public & Santé

Public & Santé a été le deuxième marché du Groupe (28%) en 2016 avec un chiffre d'affaires totalisant 1 781 millions d'euros, en hausse organique de +3,7%. La croissance est venue d'Amérique du Nord avec notamment l'augmentation des volumes avec Texas DIR et de Moyen-Orient & Afrique avec le contrat Polymeks. Infrastructure & Data Management a fortement contribué à cette solide performance.

Sur ce marché, les dix principaux clients ont généré 36% du chiffre d'affaires : Ministère du Travail (DWP) (Royaume-Uni), Department of Information Resources Texas (États-Unis), Ministère de la Justice (Royaume-Uni), Institutions de l'Union européenne, Mc Laren Care Corporation (Etats-Unis), CEA (Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives) en France, Autorité chargée du démantèlement des centrales nucléaires (NDA), SNCF (France), Bundesagentur für Arbeit (Allemagne) et Allscripts (États-Unis).

A.2.4.3 Télécoms, Médias & Services aux Collectivités

Télécoms, Médias & Services aux Collectivités a représenté 16% du chiffre d'affaires total du Groupe avec 1 016 millions d'euros, en baisse de -2,5% par rapport au premier semestre 2016 à périmètre et taux de change constants. Cette baisse provient principalement de la réduction du périmètre sur le contrat avec la BBC au Royaume-Uni, en partie compensée par l'augmentation du chiffre d'affaires en Europe Centrale & de l'Est avec Enel ainsi qu'en Allemagne avec Telefonica et pour Benelux & Pays Nordiques avec T-Mobile.

Les dix clients les plus importants représentent 54% du total du marché Télécoms, Médias & Services aux Collectivités : BBC, EDF, The Walt Disney Company, Telefonica/O2, Orange, Nokia, Telecom Italia, Microsoft, Enel et Engie.

A.2.4.4 Services Financiers

L'activité Services Financiers représente 18% du chiffre d'affaires du groupe, soit 1 126 millions d'euros, en hausse de +5,1% par rapport au premier semestre 2016, à périmètre et taux de change constants. Cette croissance a été réalisée grâce à Infrastructure & Data Management avec la montée en charge du

contrat Aegon au Royaume-Uni et à l'augmentation des volumes avec une grande banque basée à Hong-Kong. Worldline a également contribué à la croissance de ce marché.

Sur ce marché, 44% du chiffre d'affaires ont été générés par les dix clients principaux : National Savings & Investments (Royaume-Uni), Deutsche Bank, Standard Chartered Bank, Standard & Poors, BNP Paribas, ING, ICBPI Spa Group, Société Générale, Crédit Agricole et La Poste.

A.2.5 Prise de commandes

A.2.5.1 Prise de commandes et ratio de prise de commande

Au premier semestre 2017, le niveau des **prises de commandes** a atteint **6 869 millions d'euros**, représentant un **ratio prise de commandes sur chiffre d'affaires de 109%**, dont 120% au deuxième trimestre.

La prise de commandes et le ratio prise de commandes sur chiffre d'affaires par Division se décomposent ainsi :

En millions d'euros	Prises de commandes			Prises de commande sur chiffre d'affaires		
	T1 2017	T2 2017	S1 2017	T1 2017	T2 2017	S1 2017
Infrastructure & Data Management	1 793	2 218	4 012	100%	124%	112%
Business & Platform Solutions	775	882	1 657	98%	107%	103%
Big Data & Cybersecurity	199	232	431	122%	119%	121%
Worldline	267	502	769	73%	128%	102%
Total	3 035	3 834	6 869	98%	120%	109%

Dans les activités de services informatiques, le ratio prise de commandes sur chiffre d'affaires a été de 112% pour IDM, 103% pour B&PS, tandis que celui de la Division Big Data & Cybersecurity a atteint 121%.

Au deuxième trimestre, de nouveaux contrats ont été signés dans les 4 piliers de l'Usine de Transformation Numérique d'Atos (Atos Digital Transformation Factory), principalement en Amérique du Nord avec un contrat de Digital Workplace pour Enterprise Rent-A-Car, au Benelux avec des solutions de Cloud Hybride Orchestré pour un fabricant européen d'équipements industriels, ainsi que plusieurs contrats avec Siemens en Allemagne. De nouveaux projets ont été signés, dont ceux avec Northern Ireland Electricity Networks au Royaume-Uni et avec Nokia en Allemagne. Big Data & Cybersecurity a poursuivi sa forte dynamique commerciale tandis que Worldline a signé de nouveaux contrats dans le Secteur Public et les Services Financiers.

Les renouvellements du deuxième trimestre comprenaient de gros contrats en Infrastructure & Data Management tels que le renouvellement de BBC au Royaume-Uni, Allscripts en Amérique du Nord et le contrat avec un très grand fournisseur d'énergie en France. Worldline a renouvelé plusieurs contrats de Traitements Emetteurs notamment avec Belfius.

Au cours du premier semestre, le Groupe a signé des accords de partenariat distincts avec Cisco, Dell EMC et Hitachi Data Systems pour revendre les serveurs à haute-vitesse Bullion d'Atos à leurs clients.

La prise de commandes et le ratio prise de commandes sur chiffre d'affaires par marché se décomposent ainsi :

En millions d'euros	Prises de commandes			Prises de commande sur chiffre d'affaires		
	T1 2017	T2 2017	S1 2017	T1 2017	T2 2017	S1 2017
Industrie, Distribution & Transports	1 312	1 383	2 694	111%	115%	113%
Public & Santé	760	1 263	2 023	89%	136%	114%
Télécoms, Médias & Services aux collectivités	508	650	1 158	100%	128%	114%
Services Financiers	455	539	993	81%	96%	88%
Total	3 035	3 834	6 869	98%	120%	109%

A.2.5.2 Carnet de commandes

En ligne avec une activité commerciale dynamique et compte tenu de l'intégration d'Unify S&P, le **carnet de commandes total** à fin juin 2017 s'est élevé à **22,2 milliards d'euros** par rapport à 21,4 milliards d'euros fin décembre 2016, ce qui représente **1,8 année de chiffre d'affaires**.

A.2.5.3 Propositions commerciales

Le **montant total pondéré des propositions commerciales** a atteint **7,0 milliards d'euros**, contre 6,5 milliards d'euros fin 2016 et a représenté **6,7 mois de chiffre d'affaires**.

A.2.6 Ressources Humaines

L'**effectif total du groupe** était de **98 480** salariés à fin juin 2017, contre 100 096 fin décembre 2016, en légère baisse. Les recrutements anticipent la mise en œuvre de l'automatisation et sont davantage focalisés sur les compétences en transformation numérique. Le Groupe a poursuivi les programmes de formation à la transformation numérique et de montée en compétence de ses équipes. L'effectif de la Division Big Data & Cybersecurity a augmenté de +8% sur le premier semestre 2016.

Le nombre total de salariés intègre ceux des sociétés acquises au cours du premier trimestre 2017, Engage ESM au Royaume-Uni et zData en Amérique du Nord.

Sur le premier semestre 2017, le Groupe a recruté 6 959 employés (95% d'employés directs) contre 8 148 sur le premier semestre 2016. La majeure partie des embauches a essentiellement concerné les « Autres Entités Opérationnelles » (63% du recrutement des effectifs directs), notamment dans les pays à bas coûts tels que l'Inde, la Pologne, la Roumanie, les Philippines, ainsi que l'Amérique du Nord et Royaume-Uni & Irlande pour de nouveaux contrats ainsi que pour compenser les départs volontaires.

Le taux de départ volontaire s'est élevé à 11,8% au niveau du groupe avec une réduction dans les géographies offshore à 17,8%.

L'évolution des effectifs sur le premier semestre 2017 par Entité Opérationnelle et par Division est la suivante :

	Fin décembre 2016	Intégration d'Unify S&P	Périmètre	Recrutements	Départs, licenciements, & réorganisation	Fin Juin 2017
Infrastructure & Data Management	46 824	1 416	80	3 927	-5 219	47 029
Business & Platform Solutions	32 564	0	0	1 981	-2 656	31 890
Big Data & Cybersecurity	3 726	0	23	296	-35	4 010
Coûts centraux	122	0	0	6	-8	120
Worldline	8 132	0	0	396	-428	8 100
Total des effectifs directs	91 369	1 416	103	6 607	-8 346	91 148
Amérique du Nord	11 704	93	23	909	-3 547	9 182
Allemagne	8 592	356	0	45	-360	8 633
Royaume-Uni & Irlande	8 330	57	80	533	-655	8 345
France	11 950	17	0	302	-779	11 490
Benelux & Pays Nordiques	4 844	118	0	237	867	6 066
Autres Entités Opérationnelles	37 398	775	0	4 165	-3 492	38 846
Structures globales	418	0	0	20	48	486
Worldline	8 132	0	0	396	-428	8 100
Total des effectifs directs	91 369	1 416	103	6 607	-8 346	91 148
Total des effectifs indirects	5 969	1 343	34	352	-366	7 332
Unify S&P	2 759	-2 759				0
TOTAL GROUPE	100 096	0	137	6 959	-8 712	98 480

A.3 Objectifs 2017

Le Groupe confirme les objectifs pour 2017 tel qu'annoncé lors de la publication du 24 avril 2017 :

Croissance du chiffre d'affaires : de l'ordre de +9,5% à taux de change constants, supérieur à +2% en organique.

Marge opérationnelle : environ 10% du chiffre d'affaires.

Flux de trésorerie disponible : un taux de conversion de la marge opérationnelle en flux de trésorerie disponible compris entre 55% et 58%.

A.4 Facteurs de risques

Atos est un groupe international qui opère dans 72 pays. Dans un grand nombre de ces pays, il n'existe aucun litige dans lequel le Groupe serait partie. Dans d'autres juridictions, seul un faible nombre de réclamations ou d'actions impliquant le Groupe ont été formulées. Au regard de la taille et du chiffre d'affaires de ce dernier, le niveau de contentieux demeure peu élevé.

Cela résulte en partie de l'incitation à l'auto-assurance, mais aussi de la forte promotion de la qualité des services rendus par le Groupe et de l'intervention de la Direction de Gestion des Risques entièrement dédiée au suivi des contrats, depuis l'offre commerciale jusqu'à la livraison des services. Ce suivi permet une alerte en amont des problèmes ou litiges potentiels. Tous les litiges et réclamations potentiels sont rapportés, suivis et gérés, de manière appropriée, à chaque stade de leur progression et font l'objet de revues juridiques par la Direction Juridique du Groupe.

Au cours du premier semestre 2017, plusieurs litiges importants du Groupe ont été résolus dans des termes favorables au Groupe.

La Direction Générale considère que des provisions suffisantes ont été constituées.

Le montant total des provisions pour litiges dans les comptes consolidés clos au 30 Juin 2017 pour couvrir les litiges et réclamations identifiés, s'élevait à 40,2 millions d'euros (y compris les provisions pour réclamations fiscales mais excluant les litiges en matière de droit social).

A.4.1 Litiges en matière fiscale et de contributions sociales

Le Groupe est engagé dans un certain nombre de litiges, réclamations et audits habituels en matière fiscale. De tels litiges sont généralement résolus par le biais de procédures administratives non contentieuses.

Certaines réclamations en matière fiscale sont localisées au Brésil, où Atos est tantôt défendeur tantôt requérant. De tels litiges sont courants pour les sociétés opérant dans cette région. Les procédures sont habituellement longues. Dans d'autres juridictions, ces réclamations sont habituellement réglées par le biais de procédures administratives simples non contentieuses.

Il existe une réclamation significative à l'encontre des autorités fiscales britanniques en vue du remboursement d'une taxe (Stamp Duty) pour un montant de plus de 10 millions d'euros.

Le montant total des provisions pour les litiges en matière fiscale figurant dans les comptes consolidés clos au 30 Juin 2017, était de 25,0 millions d'euros.

A.4.2 Litiges en matière commerciale

Il existe un faible nombre de litiges en matière commerciale. Les litiges sont gérés par la Direction Juridique du Groupe.

Le Groupe fait l'objet d'un faible nombre de litiges en matière de propriété intellectuelle, de nature spéculative, portant sur des réclamations fortement surévaluées et sans fondement.

Un certain nombre d'importants litiges commerciaux existent dans des juridictions variées que le Groupe a intégrées à la suite de l'acquisition de Siemens IT Solutions et Services, du groupe Bull et de Xerox ITO. Certains de ces litiges concernent des actions intentées par le Groupe, et en 2017, un certain nombre d'entre eux ont été résolus avec succès.

Les litiges provenant de Unify qui a été acquis par le Groupe sont encore soumis à des discussions post-clôture et le Groupe est confiant qu'il obtiendra une couverture satisfaisante des risques associés.

Par conséquent, les litiges hérités de Unify n'ont aucune incidence sur la provision totale de 15,1 millions d'euros pour les risques de litige commerciaux, comme inscrit dans les comptes consolidés arrêtés au 30 Juin 2017.

A.4.3 Litiges en matière sociale

Le Groupe emploie environ 100 000 salariés. Il existe relativement peu de litiges en matière sociale. Dans la majeure partie des juridictions il n'existe pas ou très peu de litiges. L'Amérique Latine est la seule région où il existe un nombre important de litiges mais ceux-ci sont de faible valeur et habituels pour des sociétés opérant dans cette région.

Le Groupe est partie en qualité de défendeur à quelques litiges en matière sociale, de valeur plus importante en France et au Brésil. De l'avis du Groupe ces litiges sont pour la plupart dépourvus en tout ou partie de fondement et font l'objet d'une provision adaptée.

L'ensemble des litiges dont le montant réclamé est supérieure à 300 000 euros a fait l'objet d'une provision d'un montant total de 5,5 millions d'euros figurant dans les comptes consolidés clos au 30 Juin 2017.

A.4.4 Garanties de passif

Le Groupe n'est partie qu'à un petit nombre de litiges relatifs à la mise en jeu d'une garantie de passif à la suite d'opérations de cessions/acquisitions.

A.4.5 Autres

À la connaissance de la Société, il n'existe pas d'autre procédure administrative, gouvernementale, judiciaire ou arbitrale, en cours ou potentielle, susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des douze derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société et/ou du Groupe.

A.5 Parties liées

L'objet du présent paragraphe est de mettre en évidence les relations qui existent d'une part, entre le Groupe et ses actionnaires (ou représentants) et d'autre part, entre le Groupe et les sociétés liées sur lesquelles le Groupe n'exerce pas un contrôle exclusif (i.e. participation dans une coentreprise ou une entreprise associée).

Une description des transactions avec les parties liées est disponible dans la Note 28 – Parties liées page 197 du document de référence 2016 du Groupe Atos déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers (AMF) le 31 mars 2017. Au cours du premier semestre 2017, le Groupe Atos n'a identifié aucune autre transaction significative avec des parties liées.

B. Etats financiers

B.1 Revue financière

B.1.1 Etat du résultat global

La vente d'Unify S&P n'étant plus considérée comme hautement probable dans un avenir proche, les activités « Software & Platforms » ont été consolidées à partir du 1^{er} janvier 2017 et sont ainsi incluses au sein de la Division Infrastructure & Data Management. Par conséquent, il n'y a pas d'activité destinée à être cédée en 2017.

Le Groupe a réalisé un résultat net (attribuable aux propriétaires de la Société Mère) de 211,2 millions d'euros au 30 juin 2017, représentant 3,3% du chiffre d'affaires consolidé et en amélioration de 24,7% comparativement au premier semestre 2016 (des activités poursuivies) en excluant le gain réalisé sur la cession de la participation de Worldline dans Visa Europe à Visa Inc. Le résultat net normalisé, retraité des produits et charges inhabituels, anormaux et peu fréquents (nets d'impôts), s'est élevé à 354,4 millions d'euros pour la période, représentant 5,6% du chiffre d'affaires consolidé, soit une augmentation de +60 points de base par rapport avec l'exercice dernière.

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2017 (6 mois)	% Rentabilité	Semestre clos le 30 juin 2016 (6 mois)	% Rentabilité
Marge opérationnelle	538,4	8,5%	444,4	7,8%
Autres produits et charges opérationnels	-211,0		-120,5	
Résultat opérationnel	327,4	5,2%	323,9	5,7%
Résultat financier	-32,3		-31,8	
Charge d'impôt	-55,8		-57,9	
Participations ne donnant pas le contrôle et quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	-28,1		-29,0	
Résultat net des activités poursuivies - attribuable aux propriétaires de la Société Mère	211,2	3,3%	205,2	3,6%
Résultat net des activités destinées à être cédées	-		-31,5	
Résultat net des activités destinées à être cédées - attribuable aux propriétaires de la Société Mère	211,2	3,3%	173,7	3,0%
Résultat net normalisé - attribuable aux propriétaires de la Société Mère (*)	354,4	5,6%	285,4	5,0%

(*) Le résultat net normalisé est basé sur les activités poursuivies et défini ci-après.

B.1.1.1 Marge opérationnelle

La marge opérationnelle représente la performance opérationnelle sous-jacente des activités courantes et est expliquée dans la revue opérationnelle.

B.1.1.2 Autres produits et charges opérationnels

Le poste « Autres produits et charges opérationnels » comprend les produits et charges qui sont inhabituels, anormaux et peu fréquents. Il a représenté une charge nette de 211,0 millions d'euros au premier semestre 2017. Le tableau ci-dessous détaille ce poste par nature :

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2017 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2016 (6 mois)
Réorganisation des effectifs	-40,0	-57,3
Rationalisation et frais associés	-22,8	-25,6
Coûts d'intégration et d'acquisition	-19,6	-14,4
Amortissement des immobilisations incorporelles relatives à l'allocation du prix d'acquisition	-61,6	-44,7
Charges relatives à des paiements fondés sur des actions	-45,1	-21,5
Autres	-21,9	43,0
Total	-211,0	-120,5

Les dépenses de **réorganisation** des effectifs se sont élevées à 40,0 millions d'euros et sont principalement la conséquence de l'effort d'adaptation des effectifs du Groupe dans plusieurs pays en Europe Continentale et en Amérique du Nord.

Les **coûts de rationalisation et frais associés** se sont élevés à 22,8 millions d'euros et ont été engendrés par la fermeture de sites dans le cadre des plans de réorganisation et de regroupement des data centers, principalement en France, en Allemagne et en Amérique du Nord. Ce montant inclut également les coûts externes pour la poursuite du programme TEAM chez Worldline correspondant à la réorganisation des bureaux en France.

Les **coûts d'intégration et d'acquisition** se sont élevés à 19,6 millions d'euros et correspondent principalement aux coûts post-intégration d'Unify, d'Equens et Paysquare ainsi que la migration et la standardisation des plateformes informatiques des entreprises récemment acquises.

L'amortissement au titre du premier semestre 2017 des immobilisations incorporelles reconnues dans le cadre de l'allocation des prix d'acquisitions s'est élevé à 61,6 millions d'euros dont principalement:

- 20,7 millions d'euros de charge d'amortissement correspondant à la relation clients apportée par SIS, amortie sur 8,75 ans depuis le 1^{er} juillet 2011 ;
- 10,4 millions d'euros de charge d'amortissement de la relation clients apportée par Xerox ITO, amortie sur une durée de 6 à 12 ans partir du 1^{er} juillet 2015.
- 8,3 millions d'euros de charge d'amortissement de la relation clients et des brevets apportés par Bull, amortissables à partir du 1^{er} septembre 2014, respectivement sur 9,3 ans et 9,9 ans ;
- 9,9 millions d'euros de charge d'amortissement de la relation clients et de la technologie apportés par Unify, amortissables à partir du 1^{er} février 2016, sur une période de 2 à 10 ans (en 2016, une partie de cette charge d'amortissement était incluse dans le résultat net des activités destinées à être cédées);
- 5,0 millions d'euros de charge d'amortissement de la relation clients apportée par Equens et Paysquare, amortissable à partir du 1^{er} octobre 2016 sur une période de 6,5 ans à 9,5 ans ; et
- 4,6 millions d'euros de charge d'amortissement de la relation clients apportée par Anthelio, amortissable à partir du 1^{er} octobre 2016 sur une période de 6 ans à 12 ans.

Les **charges relatives à des paiements fondés sur des actions** se sont élevées à 45,1 millions d'euros contre 21,5 millions au premier semestre 2016. L'augmentation est liée à l'accroissement du périmètre du Groupe, à l'évolution du cours des actions, ainsi qu'à la réalisation des conditions de performance.

Au cours du premier semestre 2016, le gain sur la cession de la participation de Worldline dans Visa Europe à Visa Inc. était inclut dans les **autres** éléments. Au premier semestre 2017, les **autres** éléments comprenaient différents accords.

B.1.1.3 Résultat financier

Le **résultat financier** du Groupe s'est soldé par une charge de 32,3 millions d'euros sur la période (contre une charge de 31,8 millions d'euros au premier semestre 2016). Il est composé d'un coût de l'endettement financier net de 12,8 millions d'euros et de coûts financiers non opérationnels de 19,5 millions d'euros.

Les coûts financiers non opérationnels de 19,5 millions d'euros en juin 2017 contre 23,9 millions d'euros en juin 2016 sont principalement composés de coûts relatifs aux engagements de retraite (15,1 millions d'euros contre 14,9 millions d'euros en 2016), d'une perte nette de change (4,7 millions d'euros contre une perte nette de change de 5,6 millions d'euros en 2016) et d'autres produits financiers (0,3 million d'euros d'euros par rapport aux autres charges financières de 3,4 millions d'euros en 2016, notamment grâce à la hausse des dividendes reçus des entreprises associées).

B.1.1.4 Impôt

La charge d'impôt sur le premier semestre 2017 s'est élevée à 55,8 millions d'euros (incluant, la CVAE - Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises) pour un résultat avant impôt de 295,1 millions d'euros. Le Taux d'Impôt Effectif (TIE) appliqué à fin juin 2017 était de 18,9% contre 19,8% au titre du premier semestre 2016.

B.1.1.5 Participations ne donnant pas de contrôle

Les participations ne donnant pas le contrôle comprennent les participations détenues par les partenaires des coentreprises et par d'autres associés du Groupe. Elles ont donné lieu à un produit de 28,1 millions d'euros en juin 2017 (comparé à un produit de 29,0 millions d'euros en juin 2016). Retraité du gain sur l'action Visa au cours de l'exercice précédent, le résultat attribuable aux minoritaires a augmenté de 14,5 millions d'euros. L'augmentation était principalement liée aux participations ne donnant pas le contrôle dans Worldline, y compris les partenaires de coentreprise dans equensWorldline suite à la transaction intervenue le 30 septembre 2016.

B.1.1.6 Résultat net normalisé

Le résultat net normalisé avant éléments inhabituels, anormaux et peu fréquents (nets d'impôt) s'est élevé à 354,4 millions d'euros, représentant 5,6% du chiffre d'affaires consolidé de la période, en hausse de + 60 points de base par rapport à l'année dernière.

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2017 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2016 (6 mois)
Résultat net des activités poursuivies - attribuable aux propriétaires de la Société Mère	211,2	205,2
Autres produits et charges opérationnels	-211,0	-120,5
Effet d'impôt sur éléments fiscaux inhabituels	67,9	40,3
Total éléments inhabituels - net d'impôt	-143,2	-80,2
Résultat net normalisé des activités poursuivies- attribuable aux propriétaires de la Société Mère	354,4	285,4

B.1.1.7 Résultat net par action (RNPA) semestriel

Résultat net par action des activités poursuivies

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2017 (6 mois)	% Rentabilité	Semestre clos le 30 juin 2016 (6 mois)	% Rentabilité
Résultat net des activités poursuivies - attribuable aux propriétaires de la Société Mère [a]	211,2	3,3%	205,2	3,6%
Impact des instruments dilutifs	-		-	
Résultat net dilué des activités poursuivies – attribuable aux propriétaires de la Société Mère [b]	211,2	3,3%	205,2	3,6%
Résultat net normalisé - attribuable aux propriétaires de la Société Mère [c]	354,4	5,6%	285,4	5,0%
Impact des instruments dilutifs	-		-	
Résultat net dilué normalisé – attribuable aux propriétaires de la Société Mère [d]	354,4	5,6%	285,4	5,0%
Nombre moyen d'actions [e]	104 919 748		103 052 796	
Impact des instruments dilutifs	425 763		547 348	
Nombre moyen dilué d'actions [f]	105 345 511		103 600 144	
(en euros)				
RNPA (Résultat Net Par Action) des activités poursuivies [a]/[e]	2,01		1,99	
RNPA dilué des activités poursuivies [b]/[f]	2,00		1,98	
RNPA normalisé [c]/[e]	3,38		2,77	
RNPA dilué normalisé [d]/[f]	3,36		2,75	

Les instruments dilutifs sont constitués d'options de souscription d'actions exerçables (correspondant à 425 763 options) et n'ont pas engendré de retraitement du résultat net utilisé pour le calcul du résultat net dilué par action.

Résultat net par action incluant les activités destinées à être vendues en 2016

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2017 (6 mois)	% Rentabilité	Semestre clos le 30 juin 2016 (6 mois)	% Rentabilité
Résultat net incluant les activités destinées à être vendues – attribuable aux propriétaires de la Société Mère [a]	211,2	3,3%	173,7	3,0%
Impact des instruments dilutifs	-		-	
Résultat net dilué incluant les activités destinées à être vendues – attribuable aux propriétaires de la Société Mère [b]	211,2	3,3%	173,7	3,0%
Nombre moyen d'actions [e]	104 919 748		103 052 796	
Impact des instruments dilutifs	425 763		547 348	
Nombre moyen dilué d'actions [f]	105 345 511		103 600 144	
(en euros)				
RNPA (Résultat Net Par Action) incluant les activités destinées à être vendues [a]/[e]	2,01		1,69	
RNPA dilué incluant les activités destinées à être vendues [b]/[f]	2,00		1,68	

B.1.2 Tableau de flux de trésorerie et trésorerie nette

Le Groupe a publié une trésorerie nette positive de € 342,2 millions à fin juin 2017 et a généré sur le semestre un flux de trésorerie disponible de € 242,2 millions, en augmentation de 35% comparé au premier semestre 2016.

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2017 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2016 (6 mois)
Excédent Brut Opérationnel (EBO)	712,0	586,3
Investissements opérationnels	-235,4	-201,5
Variation du besoin en fonds de roulement	-37,4	-23,6
Flux de trésorerie opérationnel	439,2	361,2
Réorganisation provenant des autres produits et charges opérationnels	-67,6	-60,2
Rationalisation et frais associés provenant des autres produits et charges opérationnels	-14,0	-25,2
Coûts d'intégration et d'acquisition	-19,0	-10,9
Impôts payés	-63,7	-74,0
Coût de l'endettement financier net payé	-12,8	-7,9
Participation des salariés transférée en fonds d'emprunt	-1,5	-0,9
Autres variations (*)	-18,6	-2,3
Flux de trésorerie disponible	242,2	179,8
(Acquisitions)/cessions (solde net)	-11,6	-321,8
Résultat de cession de l'action Visa Europe	-	35,6
Augmentation / (diminution) de capital	30,9	21,2
Programme de rachat d'actions	-8,1	-
Dividendes versés aux actionnaires	-167,6	-47,3
Flux de trésorerie net	85,8	-132,5
Trésorerie / (Endettement) net(te) d'ouverture	430,3	545,8
Unify S&P endettement net à l'ouverture	-101,4	-
Variation nette de trésorerie / (endettement)	85,8	-132,5
Incidence de cours de monnaies étrangères sur la trésorerie / (endettement)	-72,3	-49,3
Trésorerie / (Endettement) net(te) de clôture	342,2	364,0

Note: Valeurs ajustées du changement de présentation des activités d'intermédiation de Worldline (effet de -47 millions d'euros sur la trésorerie nette d'ouverture du premier semestre 2016, -1 million d'euros sur le flux de trésorerie disponible du premier semestre 2016 et -51 millions d'euros sur la trésorerie nette d'ouverture du premier semestre 2017), comme exposé dans la note "Principes comptables significatifs"

(*) Les "Autres variations" correspondent aux autres éléments opérationnels décaissés (excluant la réorganisation, la rationalisation et frais associés, les coûts d'intégration et d'acquisition), aux dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle et autres éléments financiers décaissés

Le **flux de trésorerie disponible** représenté par la variation de trésorerie nette ou de l'endettement net, corrigée des variations de capital (notamment les montants reçus des salariés pour l'exercice des options de souscription d'actions), des dividendes versés aux actionnaires, de l'impact de la variation des taux de change sur la position nette de trésorerie à l'ouverture et des acquisitions/cessions sur la période, a atteint 242,2 millions d'euros contre 179,8 millions d'euros sur le premier semestre 2016 (+34,7%).

Le **flux de trésorerie opérationnel** s'est élevé à 439,2 millions d'euros et a progressé de 78,0 millions d'euros par rapport à l'année dernière. Cette hausse est due aux éléments suivants :

- excédent Brut Opérationnel : 125,7 millions d'euros ;
- investissements opérationnels : -33,9 millions d'euros ; et
- variation du besoin en fonds de roulement : -13,8 millions d'euros.

L'**EBO** s'est établi à 712,0 millions d'euros, soit une augmentation de 125,7 millions d'euros par rapport à

juin 2016, représentant 11,3% du chiffre d'affaires contre 10,3% en juin 2016. Le passage de la marge opérationnelle à l'EBO était le suivant :

(en millions d'euros)

	Semestre clos le 30 juin 2017 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2016 (6 mois)
Marge opérationnelle	538,4	444,4
+ Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	236,5	203,6
+ Valeur nette des immobilisations cédées/mises au rebut	8,1	7,2
+/- Dotations / (Reprises) nettes aux provisions pour retraite	-26,6	-20,6
+/- Dotations / (Reprises) nettes aux provisions	-44,3	-48,3
EBO	712,0	586,3

Les **investissements opérationnels** ont atteint 235,4 millions d'euros durant la période, soit 3,7% du chiffre d'affaires, contre 201,5 millions d'euros au premier semestre 2016 (3,5% du chiffre d'affaires).

La variation négative du **besoin en fonds de roulement** a atteint -37,4 millions d'euros (contre une variation négative de -23,6 millions d'euros en 2016). Le délai de règlement clients est passé à 36 jours à fin juin 2017 contre 32 jours à fin juin 2016. Le délai de règlement clients a été positivement impacté de 17 jours contre 14 jours en juin 2016, par la mise en place d'accords financiers sur de grands comptes. Par ailleurs, le délai de paiement fournisseurs s'est établi à 78 jours à fin juin 2017 contre 80 jours à fin juin 2016.

Les **impôts payés** se sont élevés à 63,7 millions d'euros, soit 10,3 millions d'euros de moins par rapport à l'année dernière, principalement du fait de l'utilisation de déficits reportables.

Le **coût de l'endettement financier** net s'est élevé à 12,8 millions d'euros, en hausse de 4,9 millions d'euros par rapport au premier semestre 2016, et comprenait :

- une position nette de trésorerie de 430,3 millions d'euros à l'ouverture contre 545,8 millions d'euros début 2016 ;
- un taux moyen de la charge d'intérêt sur les emprunts de 1,66% comparé à 1,50% en 2016 ; et
- une rémunération moyenne de la trésorerie du Groupe à 0,65% comparée à 0,99% en 2016.

Les décaissements liés aux **coûts d'intégration et d'acquisition et aux coûts de réorganisation, de rationalisation et frais associés** se sont élevés à 100,5 millions d'euros, en ligne avec l'objectif annuel 2017 fixé à 1% du chiffre d'affaires du Groupe (exclusion faite de l'intégration d'Equens). Une partie plus importante des coûts de réorganisation et rationalisation a été avancée au premier semestre afin d'optimiser l'impact sur la marge opérationnelle annuelle. Les « **Autres variations** » se sont élevées à -18,6 millions d'euros et concernent d'autres charges financières et différents accords.

Par conséquent, le **flux de trésorerie disponible** du Groupe, au premier semestre 2017, s'est élevé à 242,2 millions d'euros.

Les **augmentations de capital**, principalement liées au plan d'actionnariat salarié SPRINT ont totalisé 30,9 millions d'euros durant le premier semestre comparé à 21,2 millions d'euros en 2016 ont plus que compensé la baisse du nombre d'options de souscription d'actions exercées.

Un **programme de rachat d'actions** a été lancé durant le premier semestre 2017 pour un montant de 8,1 millions d'euros afin de pouvoir livrer des actions de performance au management du Groupe sans effet de dilution.

Au cours du premier semestre 2017, les **dividendes versés aux actionnaires** de la Société Mère se sont élevés à 167,6 millions d'euros (1,60 euro par action) contre 47,3 millions l'an passé (1,10 euro par action). L'option de règlement par émission d'actions nouvelles n'a pas été offerte cette année.

La **variation de cours de monnaies étrangères**, déterminée sur l'exposition de la dette ou de la trésorerie par pays, a conduit à une baisse de la trésorerie nette de -72,3 millions d'euros, du fait principalement de la variation du cours du dollar américain (-50,1 millions d'euros) et de plusieurs devises asiatiques (-9,4 millions d'euros) vis-à-vis de l'Euro.

B.1.3 Résultats de la société mère

Le résultat avant impôt de la Société Mère s'est élevé à 25,0 millions d'euros à fin juin 2017, comparé à 37,2 millions d'euros pour le premier semestre 2016.

B.2 Etats financiers consolidés résumés semestriels

B.2.1 Compte de résultat consolidé semestriel

(en millions d'euros)

	Notes	Semestre clos le 30 juin 2017 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2016 (6 mois)
Chiffre d'affaires	Note 2	6 310,8	5 697,0
Charges de personnel	Note 3	-2 917,6	-2 720,9
Charges opérationnelles	Note 4	-2 854,8	-2 531,7
Marge opérationnelle		538,4	444,4
En % du chiffre d'affaires		8,5%	7,8%
Autres produits et charges opérationnels	Note 5	-211,0	-120,5
Résultat opérationnel		327,4	323,9
En % du chiffre d'affaires		5,2%	5,7%
Coût de l'endettement financier net		-12,8	-7,9
Autres charges financières		-39,0	-34,2
Autres produits financiers		19,4	10,3
Résultat financier	Note 6	-32,3	-31,8
Résultat avant impôt		295,1	292,1
Charge d'impôt	Note 7	-55,8	-57,9
Résultat Net des activités poursuivies		239,3	234,2
Résultat net des activités destinées à être cédées		-	-31,5
Résultat Net		239,3	202,7
Dont attribuable aux:			
- propriétaires de la Société Mère		211,2	173,7
- participations ne donnant pas le contrôle		28,1	29,0

(en euros et en nombre d'actions)

	Notes	Semestre clos le 30 juin 2017 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2016 (6 mois)
Résultat net des activités poursuivies – attribuable aux propriétaires de la Société Mère	Note 8	211,2	205,2
Nombre moyen pondéré d'actions		104 919 748	103 052 796
Résultat net par action des activités poursuivies – attribuable aux propriétaires de la Société Mère		2,01	1,99
Nombre moyen pondéré dilué d'actions		105 345 511	103 600 144
Résultat net dilué par action des activités poursuivies – attribuable aux propriétaires de la Société Mère		2,00	1,98
Résultat net – attribuable aux propriétaires de la Société Mère	Note 8	211,2	173,7
Nombre moyen pondéré d'actions		104 632 464	103 052 796
Résultat net par action – attribuable aux propriétaires de la Société Mère		2,01	1,69
Nombre moyen pondéré dilué d'actions		105 345 511	103 600 144
Résultat net dilué par action – attribuable aux propriétaires de la Société Mère		2,00	1,68

B.2.2 Etat du résultat global semestriel

(en millions d'euros)

Notes	Semestre clos le 30 juin 2017 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2016 (6 mois)
Résultat net de la période	239,3	202,7
Autres éléments du résultat global		
▪ à reclasser en compte de résultat (recyclables) (non-recyclables):	-133,5	-168,2
Variation de juste valeur des instruments financiers	-2,2	0,8
Variation de la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente	1,4	-44,8
Variation de la réserve de conversion	-134,3	-126,0
Effet d'impôt sur les éléments recyclables directement reconnus en capitaux propres	1,6	1,8
▪ Non reclassés en compte de résultat	38,8	-146,6
Gains et pertes actuariels générés sur la période liés aux engagements de retraite	46,7	-194,2
Effet d'impôt sur les éléments non recyclables directement reconnus en capitaux propres	-7,9	47,6
Total autres éléments du résultat global	-94,70	-314,80
Total résultat global de la période	144,6	-112,1
Dont attribuable aux:		
▪ propriétaires de la Société Mère	116,8	-121,6
▪ participations ne donnant pas le contrôle	27,8	9,5

B.2.3 Etats consolidés semestriels de la situation financière

(en millions d'euros)

	Notes	30 juin 2017	31 décembre 2016 *
ACTIF			
Goodwill	Note 9	4 193,3	3 864,8
Immobilisations incorporelles		1 266,3	1 243,4
Immobilisations corporelles		702,3	740,9
Actifs financiers non courants	Note 10	215,3	233,3
Instruments financiers non courants		-	0,1
Impôts différés actifs		610,8	412,3
Total des actifs non courants		6 988,0	6 494,8
Clients et comptes rattachés	Note 11	2 552,2	2 555,0
Impôts courants		64,6	27,2
Autres actifs courants	Note 12	1 500,5	1 386,8
Instruments financiers courants		8,2	10,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Note 13	2 015,9	2 070,5
Actifs destinés à être cédés	Note 1	-	1 006,3
Total des actifs courants		6 141,4	7 055,8
TOTAL DE L'ACTIF		13 129,4	13 550,6

(en millions d'euros)

		30 juin 2017	31 décembre 2016 *
PASSIF			
Capital social		105,4	104,9
Primes		2 738,0	2 713,1
Réserves consolidées		1 433,8	948,4
Ecart de conversion		-162,2	-29,4
Résultat de l'exercice attribuable aux propriétaires de la Société Mère		211,2	578,8
Capitaux propres attribuable aux propriétaires de la Société Mère		4 326,2	4 315,8
Participations ne donnant pas le contrôle		536,5	519,4
Total capitaux propres		4 862,7	4 835,2
Provisions retraites et assimilées	Note 14	1 495,9	1 410,7
Provisions non courantes	Note 15	135,1	114,0
Passifs financiers		1 411,5	1 500,1
Impôts différés passifs		286,4	100,6
Instruments financiers non courants		0,0	1,4
Autres passifs non courants		5,6	6,3
Total des passifs non courants		3 334,5	3 133,2
Fournisseurs et comptes rattachés	Note 17	2 031,6	1 919,4
Impôts courants		120,9	59,9
Provisions courantes	Note 15	196,8	194,2
Instruments financiers courants		9,8	7,5
Part à moins d'un an des passifs financiers		262,3	140,5
Autres passifs courants		2 310,8	2 409,1
Passifs destinés à être cédés	Note 1	-	851,7
Total des passifs courants		4 932,2	5 582,2
TOTAL DU PASSIF		13 129,4	13 550,6

(*) 31 décembre 2016 ajusté pour tenir compte du changement intervenu dans la présentation, comme exposé dans la note "Base de préparation et principes comptables"

B.2.4 Tableau de flux de trésorerie consolidé semestriel

(en millions d'euros)

	Notes	Semestre clos le 30 juin 2017 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2016 (6 mois)*
Résultat avant impôt		295,1	292,1
Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	Note 4	236,5	203,6
Dotations/(Reprises) nettes aux provisions d'exploitation		-71,0	-68,9
Dotations/(Reprises) nettes aux provisions financières		14,4	14,8
Dotations/(Reprises) nettes aux autres provisions opérationnelles		-20,0	-4,7
Amortissement des immobilisations incorporelles relatives à l'allocation du prix d'acquisition		61,6	44,7
(Plus)/Moins-values de cessions d'immobilisations		3,8	-58,3
Charges relatives à des paiements fondés sur des actions		45,1	21,5
Pertes/(Gains) sur instruments financiers		0,5	4,0
Coût de l'endettement financier net	Note 6	12,8	7,9
Flux nets de trésorerie générés par l'activité avant variation du besoin en fonds de roulement, intérêts financiers et impôt		578,8	456,7
Impôts payés		-63,7	-74,0
Variation du besoin en fonds de roulement		-37,4	-23,6
Flux nets de trésorerie générés par l'activité		477,7	359,1
Décassements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles		-235,4	-201,5
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		4,9	25,2
Investissements d'exploitation nets		-230,4	-176,3
Décassements / encaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières		-12,6	-346,1
Trésorerie des sociétés acquises durant la période		-0,4	24,9
Encaissements liés aux cessions financières		11,8	38,1
Trésorerie des sociétés cédées durant l'exercice		-0,2	5,5
Investissements financiers nets		-1,4	-277,6
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement		-231,8	-453,9
Augmentation de capital		-	-
Augmentations de capital liées à l'exercice d'options de souscription d'actions		10,7	18,1
Augmentation de capital souscrite par les minoritaires		20,2	3,1
Rachats et reventes d'actions propres		-8,1	0,0
Dividendes versés aux actionnaires		-167,6	-47,3
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle		-0,8	-0,6
Souscription de nouveaux emprunts	Note 16	112,9	11,4
Nouveaux contrats de location-financement	Note 16	5,1	3,3
Remboursements d'emprunts à long et à moyen terme	Note 16	-129,3	-19,9
Coût de l'endettement financier net payé		-12,8	-0,1
Autres mouvements liés aux opérations de financement		60,5	112,3
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement		-109,2	80,3
Variation de trésorerie		136,7	-14,5
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets à l'ouverture		1 991,7	1 826,4
Unify S&P trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture		-92,0	-
Variation de trésorerie	Note 16	136,7	-14,5
Variation de cours de monnaies étrangères sur la trésorerie		-75,7	-62,9
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets à la clôture	Note 18	1 960,7	1 749,0

(*) 30 juin 2016 ajusté pour tenir compte du changement intervenu dans la présentation, comme exposé dans la note "Base de préparation et principes comptables"

B.2.5 Variation semestrielle des capitaux propres consolidés

(en millions d'euros)

	Nombre d'actions à la clôture	Capital social	Primes	Réserves consolidées	Ecart de conversion	Eléments constatés directement en capitaux propres	Résultat net attribuable aux propriétaires de la Société Mère	Capitaux propres – attribuables aux propriétaires de la Société	Participations ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres
(en milliers)										
Au 1er janvier 2016	103 520	103,5	2 626,1	663,0	18,3	25,6	406,2	3 842,7	254,4	4 097,1
• Augmentation de capital	1 240	1,2	82,2	-63,4				20,0	1,2	21,2
• Affectation du résultat net de l'exercice précédent				406,2			-406,2			
• Dividendes versés aux actionnaires et aux participations ne donnant pas le contrôle				-47,3				-47,3	-0,3	-47,6
• Paiements fondés sur des actions				17,2				17,2	3,4	20,6
• Achat d'actions propres				0,1				0,1		0,1
• Autres				-				0,0	-0,5	-0,5
Transactions avec les actionnaires	1 240	1,2	82,2	312,8			-406,2	-10,0	3,8	-6,2
• Résultat net de la période							173,7	173,7	29,0	202,7
• Autres éléments du résultat global				-141,5	-124,2	-29,6		-295,3	-19,5	-314,8
Total du résultat global de la période				-141,5	-124,2	-29,6	173,7	-121,6	9,5	-112,1
Au 30 juin 2016	104 760	104,7	2 708,3	834,3	-105,9	-4,0	173,7	3 711,1	267,7	3 978,8
• Augmentation de capital	149	0,2	4,8	-2,8				2,2	7,3	9,5
• Dividendes versés aux actionnaires et aux participations ne donnant pas le contrôle									-2,8	-2,8
• Paiements fondés sur des actions				24,2				24,2	-1,4	22,8
• Achat d'actions propres				0,1				0,1		0,1
• Equens				178,5				178,5	221,8	400,3
• Autres				0,8				0,8	0,8	1,6
Transactions avec les actionnaires	149	0,2	4,8	200,8				205,8	225,7	431,5
• Résultat net de la période							405,1	405,1	24,0	429,1
• Autres éléments du résultat global				-85,4	76,5	2,7		-6,2	2,0	-4,2
Total du résultat global de la période				-85,4	76,5	2,7	405,1	398,9	26,0	424,9
Au 31 Décembre 2016	104 908	104,9	2 713,1	949,7	-29,4	-1,3	578,8	4 315,8	519,4	4 835,2
• Augmentation de capital	460	0,5	24,9					25,4	5,5	30,9
• Affectation du résultat net de l'exercice précédent				578,8			-578,8			
• Dividendes versés aux actionnaires et aux participations ne donnant pas le contrôle				-167,6				-167,6	-2,5	-170,1
• Paiements fondés sur des actions				31,5				31,5	0,9	32,4
• Vente d'actions propres				-8,1				-8,1		-8,1
• Variations de périmètre WL						12,3		12,3	-12,3	
• Autres				-1,9		2,0		0,1	-2,3	-2,2
Transactions avec les actionnaires	460	0,5	24,9	432,7		14,3	-578,8	-106,4	-10,7	-117,1
• Résultat net de la période							211,2	211,2	28,1	239,3
• Autres éléments du résultat global				38,3	-132,8	0,1		-94,4	-0,3	-94,7
Total du résultat global de la période				38,3	-132,8	0,1	211,2	116,8	27,8	144,6
Au 30 juin 2017	105 368	105,4	2 738,0	1 420,7	-162,2	13,1	211,2	4 326,2	536,5	4 862,7

B.2.6 Annexes aux états financiers consolidés résumés semestriels

B.2.6.1 Base de préparation

Les états financiers intermédiaires consolidés résumés du premier semestre 2017 ont été établis conformément aux normes comptables internationales telles qu'approuvées par l'Union européenne et d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2017.

Les normes internationales comprennent les « International Financial Reporting Standards » (IFRS) publiées par l'« International Accounting Standards Board » (IASB), les « International Accounting Standards » (IAS), les interprétations du « Standing Interpretations Committee » (SIC) et de l'« International Financial Reporting Interpretations Committee » (IFRIC).

Les états financiers intermédiaires consolidés résumés pour le semestre clos le 30 juin 2017 ont été préparés conformément à la norme IAS 34 – Information financière intermédiaire. Ainsi, ces états financiers n'incluent pas toute l'information requise pour des états financiers annuels et doivent être lus en coordination avec les états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2016.

Les principes comptables, les règles de présentation et les méthodes de calcul mis en application pour les états financiers intermédiaires consolidés résumés à fin juin 2017 sont conformes à ceux appliqués lors de l'élaboration des comptes consolidés au 31 décembre 2016 et présentés dans le Document de Référence du Groupe Atos, à l'exception du changement intervenu dans la présentation des activités d'intermédiation de Worldline décrits ci-après.

Les nouvelles normes, interprétations et amendements aux normes publiées, qui sont d'application obligatoire à compter de l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2017 n'ont pas d'incidence significative sur les comptes semestriels du Groupe.

Le Groupe n'a pas opté pour une application anticipée de norme ou interprétation dont l'application n'est pas obligatoire au titre de l'exercice 2017. Le Groupe n'applique pas les normes IFRS n'ayant pas encore été approuvées par l'Union Européenne à la date de clôture de la période.

Les états financiers intérimaires consolidés résumés sont présentés dans la devise fonctionnelle du Groupe en euros. Tous les montants sont présentés en millions d'euros avec une décimale.

Arrêt du traitement en « activité destinée à être cédée » de l'activité Software & Platform et consolidatipon ligne à ligne à compter du 1^{er} janvier 2017

La vente de l'activité Software & Platform n'étant plus hautement probable, les états financiers intermédiaires consolidés résumés du premier semestre 2017 intègrent la consolidation ligne à ligne de cette activité à compter du 1^{er} janvier 2017 dans le compte de résultat consolidé semestriel au 30 juin 2017 et dans la situation financière consolidée à cette date.

Par soucis de comparaison, un compte de résultat consolidé retraité pour la période de six mois close le 30 juin 2016 et la situation financière au 31 décembre 2016 intégrant cette activité sont présentés en Note 19.

Le retraitement complet comparatif des comptes consolidés et de l'annxe sera présenté dans les comptes consolidés du 31 décembre 2017.

Mise en œuvre de la norme IFRS 15

IFRS 15 constitue le cadre de référence permettant de déterminer si des revenus doivent être comptabilisés, pour quel montant et à quelle date. Cette nouvelle norme remplace les dispositions existantes sur la comptabilisation du revenu, notamment IAS 18 – *Produits des activités ordinaires*, IAS 11 – *Contrats de construction* et IFRIC 13 – *Programmes de fidélisation de la clientèle*. IFRS 15 sera mise en œuvre pour le groupe Atos à compter du 1^{er} janvier 2018.

Le groupe Atos travaille au sein du Syntec numérique pour identifier les impacts de l'application du nouveau référentiel. Le groupe a initié et est en cours d'évaluation des impacts potentiels de la nouvelle norme sur ses états financiers consolidés sur la base de l'analyse d'un échantillon de contrats représentatifs de l'activité du groupe et de l'ensemble de ses divisions.

Le groupe Atos a porté une attention particulière aux sujets suivants au cours de cette analyse :

- **Identification des obligations de performance au sein des contrats de service à éléments multiples**

Selon IAS 18, le chiffre d'affaires est reconnu par le groupe de manière séparée pour chacun des éléments lorsqu'ils sont identifiables séparément. Le nouveau modèle de reconnaissance du revenu d'IFRS 15 prévoit une analyse en 5 étapes :

- Identification du contrat ;
- Identification des obligations de prestations ;
- détermination du prix de la transaction ;
- allocation du prix de la transaction aux obligations de prestations ;
- comptabilisation du chiffre d'affaires.

Au regard de IFRS 15, les contrats doivent faire l'objet d'une analyse des obligations de performance. Cette analyse se fait sur la base de plusieurs critères dont :

- le transfert de contrôle d'un bien ou d'un service au client et ;
- l'identification de prestations distinctes de par leur nature et dans le cadre du contrat.

Les divisions potentiellement concernées par ces évolutions sont « Infrastructure & Data Management » et « Busines & Platform Solutions » dont les contrats peuvent comporter des phases de transition et de transformation préalables à la réalisation d'un service récurrent. Si ces phases représentent un avantage économique pour le client résultant d'un transfert de contrôle, alors le chiffre d'affaires correspondant peut être reconnu. Dans le cas contraire, les coûts engagés sur ces phases doivent être capitalisés si les critères requis sont respectés, et la trésorerie éventuellement perçue correspondant à ces phases selon le contrat est considérée comme une avance.

- **Agent ou principal**

Le groupe mène une analyse sur la nature de ses relations vis-à-vis de ses clients afin de déterminer s'il agit en tant que principal ou en tant qu'agent dans la réalisation du contrat ou d'une partie du contrat, notamment au sein de l'activité « d'acquisition commerçant » et d'émetteur de sa Division Worldline et au sein des contrats d'achat/revente de matériels de ses Divisions IT Services même si le groupe tend à vendre de plus en plus son propre matériel suite au rachat de Bull et Unify.

Dans le référentiel actuel IAS 18, le groupe prend comme principaux critères les notions de risques et avantages pour déterminer s'il agit en tant qu'agent ou principal dans une transaction. Selon IFRS 15, le groupe sera considéré comme agissant en tant que principal si il contrôle les biens ou les services avant de les transférer à son client. Le groupe pourrait ainsi être amené à modifier la manière dont il présente son revenu externe dans certains cas. Un passage d'une qualification en tant que principal à agent conduirait à une diminution du chiffre d'affaires et une diminution des charges d'exploitation du groupe pour un montant équivalent.

- **Coûts d'obtention des contrats**

Selon IFRS 15, les coûts incrémentaux d'acquisition des contrats pluriannuels devront être désormais capitalisés. La pratique actuelle du groupe est de comptabiliser ces coûts en charge dès qu'ils sont encourus.

B.2.6.2 Principes comptables significatifs

En complément des principes comptables indiqués dans le rapport annuel, les principes comptables suivants sont applicables pour les comptes intermédiaires :

Dépréciation d'actifs

Les goodwill et les actifs amortissables font l'objet d'un test de dépréciation dès lors que des événements ou des circonstances indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrée. Une perte de valeur est reconnue le cas échéant pour l'excès de valeur comptable de l'actif sur sa valeur recouvrable.

De tels événements et circonstances incluent mais ne se limitent pas à :

- un écart significatif de la performance économique des actifs comparé au budget ;
- une détérioration importante de l'environnement économique des actifs ;
- la perte d'un client majeur ;
- une hausse significative des taux d'intérêts.

Retraites et avantages similaires

Le principe de réévaluation des actifs et passifs de retraite lors des arrêts intermédiaires est inchangé, c'est-à-dire que des réévaluations actuarielles ne sont mises en œuvre que si des mouvements importants interviennent dans les taux d'actualisation à utiliser selon la norme IAS 19 révisée, et sont limitées aux régimes les plus significatifs du Groupe. Pour les régimes moins significatifs, ou s'il n'y a pas de changements importants, des projections actuarielles sont utilisées.

Charge d'impôt

La charge d'impôt comprend la charge d'impôt sur le résultat et les impôts différés. Dans le cadre des comptes semestriels, la charge d'impôts du Groupe a été déterminée sur la base du taux d'impôt effectif estimé au titre de l'exercice. Ce taux est appliqué au résultat net avant impôt semestriel. Le taux d'impôt effectif estimé au titre de l'exercice est déterminé en fonction de la charge d'impôt prévue compte tenu des prévisions de résultat du Groupe pour l'exercice.

Activités d'intermédiation de Worldline

L'activité d'Acquisition Commerçants (Commercial Acquiring) de Worldline consiste à gérer le processus d'autorisation de paiement par carte bancaire des clients des commerçants. Le rôle principal de l'Acquéreur consiste à transférer les fonds reçus dans le cadre d'une transaction par carte de la banque émettrice du porteur de carte au compte bancaire du commerçant.

A travers ces activités d'intermédiation, Worldline fait face à des fluctuations de trésorerie dues au délai qui peut exister entre le paiement fait aux commerçants et la réception des fonds de la part des schémas de paiement (Visa, MasterCard ou les autres schémas de paiement). Des commissions d'interchange sont également définies par ces schémas de paiement, excepté quand un contrat bilatéral existe entre l'Acquéreur et l'Emetteur de la carte. Worldline n'ayant pas conclu ce type d'accords avec les Emetteurs, les commissions d'interchange sont ainsi totalement fixées par les schémas de paiement.

Par le passé, le Groupe compensait les actifs et les passifs liés aux activités d'intermédiation (fonds reçus d'avance et dettes envers les commerçants). Par ailleurs, le Groupe présentait les commissions d'interchange collectées auprès des commerçants en trésorerie et reconnaissait un passif pour le montant correspondant à reverser à l'Emetteur. Les commissions liées aux activités d'interchange n'étaient pas compensées.

Au cours des dernières années, le Groupe a réalisé plusieurs acquisitions de sociétés dans le secteur de l'activité d'Acquisition Commerçants. Le Groupe a constaté que, dans certaines sociétés acquises, le décalage des flux d'intermédiation pouvait être plus long que celui observé précédemment au sein de Worldline. Le Groupe a par ailleurs noté que la présentation décompensée des flux d'intermédiation au bilan était devenue la pratique courante parmi les acteurs les plus importants du marché d'Acquisition Commerçant publiant leurs états financiers en normes IFRS ou US Gaap.

Afin de tenir compte de la nouvelle particularité des sociétés acquises et de permettre une meilleure comparabilité de ses états financiers avec les principaux acteurs du marché, Atos et Worldline ont décidé de ne plus compenser les actifs et les passifs liés aux activités d'intermédiation, en les isolant sur des lignes dédiées d'actifs et de passifs courants (y compris les commissions d'interchange). Le Groupe estime que ce changement dans la présentation fournit des informations plus pertinentes sur les impacts de l'activité d'Acquisition Commerçants dans les états financiers consolidés d'Atos. Ce changement dans la présentation a été appliqué rétrospectivement et Atos a retraité ses états financiers afin de présenter les positions des activités d'intermédiation dans les autres actifs et autres passifs courants.

Les effets du changement de présentation sur les éléments de trésorerie sont: -47 millions d'euros sur la position de trésorerie nette d'ouverture du premier semestre 2016, -1 million d'euros sur le flux de trésorerie disponible du premier semestre 2016 et -51 millions d'euros sur la position de trésorerie nette d'ouverture du premier semestre 2017.

L'impact sur les autres passifs courants est identique à celui présenté dans la Note 12 sur les autres actifs courants (créances liées à l'activité d'intermédiation).

B.2.6.3 Annexes aux états financiers consolidés résumés semestriels

Note 1 Changement dans le périmètre de consolidation

Unify

Les activités de service de Unify ont été intégrées à la Division « Infrastructure & Data Management » à compter du 1^{er} février 2016 et les activités « Software & Platforms » (S&P) ont été présentées comme activités destinées à être cédées à compter de cette même date.

Suite à la décision du Conseil d'Administration intervenue en avril 2017 de stopper les discussions avec un acheteur potentiel, les activités « Software & Platforms » ne sont plus à vendre et ont été consolidées dans les comptes du Groupe à compter du 1^{er} janvier 2017, amenant à une mise à jour de l'allocation du prix d'acquisition.

Actifs et passifs identifiables estimés à la date d'acquisition

(en millions d'euros)

Actifs et passifs
identifiables à la
date d'acquisition

Immobilisations incorporelles	197,9
Immobilisations corporelles	16,9
Actifs financiers non courants	57,4
Total des actifs non courants	272,2
Clients et comptes rattachés	291,4
Impôts courants	6,0
Autres actifs courants	465,8
Trésorerie et équivalents de trésorerie	102,8
Total des actifs courants	866,0
TOTAL DE L'ACTIF (A)	1 138,2
Provisions retraites et assimilées	226,9
Provisions non courantes	178,8
Passif financiers	11,1
Impôts différés passifs	39,7
Total des passifs non courants	456,5
Fournisseurs et comptes rattachés	195,0
Impôts courants	20,5
Part à moins d'un an des passifs financiers	167,2
Autres passifs courants	613,3
Total des passifs courants	808,3
TOTAL DU PASSIF (B)	1 264,7
Juste valeur des actifs nets identifiés (A)-(B)	-126,6

L'évaluation des actifs et des passifs acquis d'Unify a généré la reconnaissance d'une relation clients et d'un carnet de commandes pour un montant de 108,6 millions d'euros. La relation client est amortie sur une durée de 2 à 10 ans. Des marques et des actifs incorporels technologiques ont été reconnus pour des montants respectifs de 55,7 millions d'euros et 33,4 millions d'euros. Ces valeurs ont été déterminées par un expert indépendant.

Une charge d'amortissement relative à la relation client et au carnet de commandes et aux incorporels technologiques de 9,9 millions d'euros a été enregistrée au titre du premier semestre 2017.

Goodwill

Le goodwill relatif à l'acquisition se compose de la façon suivante:

<i>(en millions d'euros)</i>		30 Juin 2017
Prix d'acquisition [A]		346,5
Juste valeur des actifs nets identifiés [B]		-126,6
Goodwill [A] - [B]		473,0

Le goodwill généré par cette acquisition n'est pas déductible fiscalement.

Equens & Paysquare

Après finalisation des obligations réglementaires aux Pays Bas, en Belgique et en République Tchèque, les acquisitions d'Equens et Paysquare ont été finalisées au 30 septembre 2016.

Ce regroupement d'entreprises comprend deux éléments :

- **equensWorldline**

L'apport par Worldline de son activité « Services financiers » à Equens a donné naissance à un nouvel ensemble dénommé « equensWorldline » détenu à 63,6 % par Worldline et 36,4% par les anciens actionnaires d'Equens. equensWorldline est détenu à 44,5% par le Groupe Atos.

Cette opération s'analysait, conformément à la norme IFRS 3, comme un regroupement d'entreprise avec une prise de contrôle d'equensWorldline par le Groupe Atos et une cession par Atos aux anciens actionnaires d'Equens d'une participation ne donnant pas le contrôle dans l'activité « Services financiers ».

S'agissant d'une transaction d'échange sans contrepartie versée en trésorerie, la contrepartie transférée par Worldline aux anciens actionnaires d'Equens correspondait à 36,4% de la juste valeur de l'activité « Services financiers », évaluée au total à 700 millions d'euros et la contrepartie reçue par Worldline correspond à 63,6% de la juste valeur d'Equens, évaluée au total à 400,3 millions d'euros. Ces justes valeurs à la date de la transaction ont été déterminées par un évaluateur indépendant.

Si les actifs et passifs identifiables acquis d'Equens ont été évalués à leur juste valeur dans les comptes consolidés d'Atos à la date du regroupement, les actifs et passifs de l'activité « Services financiers » demeuraient à leur valeur nette comptable consolidée avant le regroupement, de même que la quote-part cédée aux anciens actionnaires d'Equens pour un montant de 5,5 millions d'euros. Ainsi, les impacts de cette opération sur les capitaux propres consolidés se décomposaient de la manière suivante au 31 décembre 2016:

<i>(en millions d'euros)</i>	Activité "Services financiers" transférée aux participations ne donnant pas le contrôle	Contrepartie transférée pour l'acquisition d'Equens	Total considération
Part attribuable aux propriétaires de la Société Mère	-5,5	178,5	173,0
Participations ne donnant pas le contrôle	5,5	221,8	227,3
Total capitaux propres consolidés	0,0	400,3	400,3

- **Paysquare**

Le 30 septembre 2016, Worldline a acquis d'Equens, sa filiale Paysquare (spécialisée dans l'activité Acquisition commerçants) pour un prix de 113,2 millions d'euros. Paysquare est consolidée globalement au sein du Groupe Worldline depuis le 1^{er} octobre 2016. Paysquare est détenu à 69,97% par le Groupe Atos.

La juste valeur des actifs nets acquis d'Equens et Paysquare se décompose de la façon suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>		Actifs et passifs identifiables estimés à la date d'acquisition
Actifs immobilisés		174,6
Dettes nettes		36,6
Provisions		-54,4
Autres actifs nets		-44,2
Juste valeur des actifs nets identifiés		112,6

Les actifs et passifs acquis ont été analysés durant le premier semestre 2017 sur la base d'une meilleure connaissance de l'activité acquise d'Equens - Paysquare. Ces analyses ont conduit à diminuer les capitaux propres de 35,2 millions d'euros acquis principalement en raison d'une dépréciation de certains actifs, dont les faits générateurs ont une origine antérieure au 30 septembre 2016.

Goodwill préliminaire

Le Goodwill relatif à l'acquisition est détaillé de la façon suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	30 Juin 2017
Contrepartie transférée pour Equens	178,5
Contrepartie transférée pour Paysquare	113,2
Total contrepartie [A]	291,7
Juste valeur des participations ne donnant pas le contrôle [B]	221,8
Capitaux propres acquis (Equens et Paysquare)	48,9
Valeur de la relation clients acquise nette d'impôts différés	63,7
Juste valeur des actifs nets identifiés [C]	112,6
TOTAL [A] + [B] - [C]	400,8

Si de nouveaux éléments sont obtenus d'ici fin septembre 2017 (douze mois après la date d'acquisition) à propos de faits et circonstances qui prévalaient à la date d'acquisition et qui amèneraient à ajuster les montants ci-dessus, la comptabilisation de l'acquisition sera ajustée en conséquence.

Autres acquisitions

- **Engage ESM**

Le 30 décembre 2016, Atos a réalisé l'acquisition de la société Engage ESM, un des principaux acteurs du secteur de la gestion des services d'entreprise (ESM) et un partenaire mondial Gold de ServiceNow. Cette acquisition permettra de proposer aux entreprises et nouveaux clients un portefeuille plus complet de solutions ESM basées dans le cloud et consolide encore la position d'Atos en tant que numéro un en Europe dans les services informatiques et numériques. Engage ESM est consolidée globalement au sein du Groupe Atos depuis le 1^{er} janvier 2017.

- **zData**

Le 17 février 2017, Atos a réalisé l'acquisition de zData, un leader en conseil et solutions Big Data pour les entreprises aux Etats-Unis. zData est consolidée globalement au sein du Groupe Atos depuis le 1^{er} février 2017.

Note 2 Information sectorielle

En accord avec la norme IFRS 8, les résultats des segments opérationnels présentés sont basés sur la présentation du reporting interne qui est régulièrement revu par le principal décideur opérationnel puis réconcilié au résultat du Groupe. Le principal décideur opérationnel évalue le résultat ou la perte des segments en calculant un résultat opérationnel. Le principal décideur opérationnel, qui est responsable de l'allocation des ressources et de l'évaluation de la performance des segments opérationnels, a été identifié comme étant le Président-Directeur Général qui prend les décisions stratégiques.

Entités opérationnelles en 2016	Bridge	Entités opérationnelles en 2017
Europe Centrale et Orientale	Lithuanie, Russie, Pologne, Biélorussie	BTN
Unify et S&P	Chilie	Autres entités opérationnelles

Les centres de livraison globaux ont été isolés au sein d'autres entités opérationnelles.

Suite aux changements intervenus, l'organisation opérationnelle du Groupe en 2017 était la suivante:

Segments opérationnels	Activités
Royaume-Uni & Irlande	Business & Platform Solutions, Infrastructure & Data Management and Big Data and Security en Irlande et au Royaume-Uni.
Allemagne	Business & Platform Solutions, Infrastructure & Data Management, and Big Data and Security en Allemagne.
Benelux & Pays Nordiques	Business & Platform Solutions, Infrastructure & Data Management and Big Data and Security en Belgique, Biélorussie, Danemark, Estonie, Finlande et Pays Baltes, Lituanie, Luxembourg, Pays-Bas, Pologne, Russie et Suède.
France	Business & Platform Solutions, Infrastructure & Data Management and Big Data and Security en France et Maroc.
Amérique du Nord	Business & Platform Solutions, Infrastructure & Data Management and Big Data and Security au Canada et aux Etats-Unis et les activités Xerox ITO.
Autres Entités Opérationnelles	Business & Platform Solutions, Infrastructure & Data Management and Big Data and Security en Afrique du Sud, Algérie, Andorre, Arabie Saoudite, Argentine, Australie, Autriche, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Bulgarie, Chili, Chine, Colombie, Côte d'Ivoire, Croatie, Egypte, EAU, Espagne, Gabon, Grèce, Hongrie, Hong-Kong, Inde, Italie, Japon, Liban, Malaisie, Madagascar, Maurice, Mexique, Maroc, Namibie, Nouvelle-Zélande, Philippines, Portugal, Qatar, République Tchèque, Roumanie, Sénégal, Serbie, Slovaquie, Singapour, Suisse, Taïwan, Thaïlande, Tunisie, Turquie, Uruguay, Venezuela, les activités Major Events et les Global Delivery Centers.
Worldline	Hi-Tech Transactional Services & Specialized Businesses en Allemagne, Argentine, Autriche, Belgique, Chili, Chine, Finlande, France, Hong-Kong, Inde, Indonésie, Italie, Malaisie, Pays-Bas, Philippines, Pologne, République Tchèque, Royaume-Uni, Singapour, Taïwan, Thaïlande et Zone Ibérique.

Les transferts et les transactions entre les différents segments sont effectués à des conditions commerciales normales qui s'appliqueraient également à des tierces parties non liées.

Aucun contrat ne génère plus de 10% du chiffre d'affaires du Groupe.

L'information relative aux segments opérationnels pour la période est la suivante :

(en millions d'euros)	Royaume Uni & Irlande	France	Allemagne	Amérique du Nord	Benelux et Pays Nordiques	Autres entités opérationnel les	Worldline	Total Segments opération- nels	Structures Globales Corporate	Elimination	Total Groupe
Semestre clos le 30 juin 2017											
Chiffre d'affaires par segment	880,2	847,2	1 079,8	1 161,7	535,9	1 049,2	756,8	6 310,8			6 310,8
%	13,9%	13,4%	17,1%	18,4%	8,5%	16,6%	12,0%	100,0%			100,0%
Chiffre d'affaires intra-segments	94,0	135,8	203,4	206,7	112,9	750,9	21,4	1 525,1	56,0	-1 581,1	
Total chiffre d'affaires	974,2	983,0	1 283,2	1 368,4	648,8	1 800,1	778,2	7 835,9	56,0	-1 581,1	6 310,8
Marge opérationnelle par segment	82,9	58,7	69,7	124,2	46,3	89,3	113,7	584,8	-46,4		538,4
%	9,4%	6,9%	6,5%	10,7%	8,7%	8,5%	15,0%	9,3%			8,5%
Total actifs par segment	912,6	1 668,1	1 442,4	1 172,7	648,0	1 656,7	1 895,1	9 395,6	1 042,6		10 438,2
Semestre clos le 30 juin 2016											
Chiffre d'affaires par segment	917,9	846,8	929,5	990,2	588,1	835,3	589,2	5 697,0			5 697,0
%	16,1%	14,9%	16,3%	17,4%	10,3%	14,7%	10,3%	100,0%			100,0%
Chiffre d'affaires intra-segments	90,0	124,6	158,7	114,4	79,2	517,0	25,6	1 109,5	39,8	-1 149,3	
Total chiffre d'affaires	1 007,9	971,4	1 088,2	1 104,6	667,3	1 352,3	614,8	6 806,5	39,8	-1 149,3	5 697,0
Marge opérationnelle par segment	89,0	47,5	80,9	100,4	39,8	51,9	91,6	501,1	-56,7		444,4
%	9,7%	5,6%	8,7%	10,1%	6,8%	6,2%	15,5%	8,8%			7,8%
Total actifs par segment	955,5	1 747,8	1 294,1	1 004,9	1 029,1	1 424,9	1 942,7	9 399,0	635,3		10 034,30

Les actifs par segment sont réconciliés avec le total actif comme suit :

	Semestre clos le 30 juin 2017	31 décembre 2016*
Total actifs par segment	10 438,2	10 034,3
Actifs d'impôts courants et différés	675,3	439,5
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 015,9	2 070,5
Actifs destinés à être cédés		1 006,3
Total Actif	13 129,4	13 550,6

(*) 31 décembre 2016 ajusté pour tenir compte du changement intervenu dans la présentation, comme exposé dans la note "Base de préparation et principes comptables"

Note 3 Charges de personnel

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2017 (6 mois)	% du chiffre d'affaires	Semestre clos le 30 juin 2016	% du chiffre d'affaires
Salaires	-2 325,5	36,9%	-2 141,6	37,6%
Charges sociales	-602,6	9,5%	-571,9	10,0%
Taxes, formation, intéressement et participation	-18,1	0,3%	-27,8	0,5%
(Dotations) / Reprises nettes aux provisions pour charges de personnel	2,1	0,0%	-0,2	0,0%
(Dotations) / Reprises nettes aux provisions pour retraite	26,6	-0,4%	20,6	-0,4%
TOTAL	-2 917,6	46,2%	-2 720,9	47,8%

Note 4 Charges opérationnelles

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2017 (6 mois)	% du chiffre d'affaires	Semestre clos le 30 juin 2016	% du chiffre d'affaires
Sous-traitance - Direct	-966,0	15,3%	-862,8	15,1%
Achats de logiciels et de matériels informatiques	-643,2	10,2%	-517,2	9,1%
Coûts de maintenance	-304,0	4,8%	-274,8	4,8%
Charges locatives	-295,0	4,7%	-264,4	4,6%
Télécommunications	-153,7	2,4%	-146,4	2,6%
Transports et déplacements	-85,1	1,3%	-87,5	1,5%
Véhicules d'entreprise	-29,3	0,5%	-34,7	0,6%
Honoraires	-118,8	1,9%	-106,0	1,9%
Impôts et taxes, autres que l'impôt sur les sociétés	-13,2	0,2%	-14,1	0,2%
Autres charges	-76,4	1,2%	-91,0	1,6%
Sous-total charges	-2 684,7	42,5%	-2 398,9	42,1%
Amortissement des immobilisations	-236,5	3,7%	-203,6	3,6%
(Dotations) / Reprises nettes aux provisions	42,3	-0,7%	48,5	-0,9%
Plus et (moins-values) d'immobilisations cédées	-3,8	0,1%	-3,1	0,1%
Pertes sur créances irrécouvrables	-20,5	0,3%	-10,0	0,2%
Production immobilisée	48,5	-0,8%	35,4	-0,6%
Sous-total autres charges	-170,0	2,7%	-132,8	2,3%
Total	-2 854,8	45,2%	-2 531,7	44,4%

L'augmentation des achats de logiciels et de matériels informatiques au cours du premier semestre 2017 par rapport au premier semestre de 2016 est entièrement due à la consolidation d'Unify S&P au 1^{er} janvier 2017.

Note 5 Autres produits et charges opérationnels

<i>(en millions d'euros)</i>	Semestre clos le 30 juin 2017 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2016 (6 mois)
Réorganisation des effectifs	-40,0	-57,3
Rationalisation et frais associés	-22,8	-25,6
Coûts d'intégration et d'acquisition	-19,6	-14,4
Amortissement des immobilisations incorporelles relatives à l'allocation du prix d'acquisition	-61,6	-44,7
Charges relatives à des paiements fondés sur des actions	-45,1	-21,5
Autres	-21,9	43,0
Total	-211,0	-120,5

Les dépenses de réorganisation des effectifs se sont élevées à 40,0 millions d'euros et sont principalement la conséquence de l'effort d'adaptation des effectifs du Groupe dans plusieurs pays en Europe Continentale et en Amérique du Nord.

Les coûts de rationalisation et frais associés se sont élevés à 22,8 millions d'euros et ont été engendrés par la fermeture de sites dans le cadre des plans de réorganisation et de regroupement des data centers, principalement en France, en Allemagne et en Amérique du Nord. Ce montant inclut également les coûts externes pour la poursuite du programme TEAM chez Worldline correspondant à la réorganisation des bureaux en France.

Les coûts d'intégration et d'acquisition se sont élevés à 19,6 millions d'euros et correspondent principalement aux coûts post-intégration d'Unify, d'Equens et Paysquare ainsi que la migration et la standardisation des plateformes informatiques des entreprises récemment acquises.

L'amortissement au titre du premier semestre 2017 des immobilisations incorporelles reconnues dans le cadre de l'allocation des prix d'acquisitions s'est élevé à 61,6 millions d'euros dont principalement:

- 20,7 millions d'euros de charge d'amortissement correspondant à la relation clients apportée par SIS, amortie sur 8,75 ans depuis le 1^{er} juillet 2011 ;
- 10,4 millions d'euros de charge d'amortissement de la relation clients apportée par Xerox ITO, amortie sur une durée de 6 à 12 ans partir du 1^{er} juillet 2015.
- 8,3 millions d'euros de charge d'amortissement de la relation clients et des brevets apportés par Bull, amortissables à partir du 1^{er} septembre 2014, respectivement sur 9,3 ans et 9,9 ans ;
- 9,9 millions d'euros de charge d'amortissement de la relation clients et de la technologie apportés par Unify, amortissables à partir du 1^{er} février 2016, sur une période de 2 à 10 ans (en 2016, une partie de cette charge d'amortissement était incluse dans le résultat net des activités destinées à être cédées);
- 5,0 millions d'euros de charge d'amortissement de la relation clients apportée par Equens et Paysquare, amortissable à partir du 1^{er} octobre 2016 sur une période de 6,5 ans à 9,5 ans ; et
- 4,6 millions d'euros de charge d'amortissement de la relation clients apportée par Anthelio, amortissable à partir du 1^{er} octobre 2016 sur une période de 6 ans à 12 ans.

Les charges relatives à des paiements fondés sur des actions se sont élevées à 45,1 millions d'euros contre 21,5 millions au premier semestre 2016. L'augmentation est liée à l'accroissement du périmètre du Groupe, à l'évolution du cours des actions, ainsi qu'à la réalisation des conditions de performance.

Au cours du premier semestre 2016, le gain sur la cession de la participation de Worldline dans Visa Europe à Visa Inc. était inclus dans les autres éléments. Au premier semestre 2017, les autres éléments comprenaient différents accords.

Note 6 Résultat financier

Le résultat financier du Groupe s'est soldé par une charge de 32,3 millions d'euros sur la période (contre une charge de 31,8 millions d'euros au premier semestre 2016). Il est composé d'un coût de l'endettement financier net de 12,8 millions d'euros et de coûts financiers non opérationnels de 19,5 millions d'euros.

Coût de l'endettement financier net

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2017 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2016 (6 mois)
Charges d'intérêt sur opérations de financement	-12,2	-7,1
Intérêts financiers liés aux locations-financement	-0,6	-0,9
Résultat des cessions d'équivalents de trésorerie	-	0,1
Coût de l'endettement financier net	-12,8	-7,9

Le **coût de l'endettement financier net** s'est élevé à 12,8 millions d'euros, en hausse de 4,9 millions d'euros par rapport au premier semestre 2016, et comprenait :

- une position nette de trésorerie de 430,3 millions d'euros à l'ouverture contre 545,8 millions d'euros début 2016;
- un taux moyen de la charge d'intérêt sur les emprunts de 1,66% comparé à 1,50% en 2016;
- une rémunération moyenne de la trésorerie du Groupe à 0,65% comparée à 0,99% en 2016.

Autres produits et charges financiers

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2017 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2016 (6 mois)
Gains/(pertes) de change et couvertures liées	-2,5	-2,2
Gains/(pertes) liés à la réévaluation des contrats de change à leur valeur de marché	-2,2	-3,4
Autres produits/(charges) financiers	-14,8	-18,3
Total Autres produits/(charges) financiers	-19,5	-23,9
Dont		
- Autres charges financières	-39,0	-34,2
- Autres produits financiers	19,4	10,3

Les coûts financiers non opérationnels de 19,5 millions d'euros en juin 2017 contre 23,9 millions d'euros en juin 2016 sont principalement composés de coûts financiers relatifs aux engagements de retraite (15,1 millions d'euros contre 14,9 millions d'euros en 2016), d'une perte nette de change (4,7 millions d'euros contre une perte nette de change de 5,6 millions d'euros en 2016) et d'autres produits financiers (0,3 million d'euros par rapport aux autres charges financières de 3,4 millions d'euros, notamment grâce à la hausse des dividendes reçus des entreprises associées).

Les coûts relatifs aux engagements postérieurs à l'emploi correspondent à la différence entre les coûts d'actualisation des engagements et les revenus d'intérêts des actifs de régime.

Note 7 Charge d'impôt

La charge d'impôt sur le premier semestre 2017 s'est élevée à 55,8 millions d'euros (incluant, la CVAE - Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises) pour un résultat avant impôt de 295,1 millions d'euros. Le Taux d'Impôt Effectif (TIE) appliqué à fin juin 2017 était de 18,9% contre 19,8% au titre du premier semestre 2016.

Note 8 Résultat net par action

Les instruments dilutifs sont constitués d'options de souscription d'actions exerçables (correspondant à 425 763 options) et n'ont pas engendré de retraitement du résultat net utilisé pour le calcul du résultat net dilué par action.

(en millions d'euros et en unités)	Semestre clos le 30 juin 2017 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2016 (6 mois)
Résultat net des activités poursuivies – attribuable aux propriétaires de la Société Mère [a]	211,2	205,2
Impact des instruments dilutifs	-	-
Résultat net des activités poursuivies retraité des instruments dilutifs – attribuable aux propriétaires de la Société Mère [b]	211,20	205,2
Nombre moyen d'actions en circulation [c]	104 632 464	103 052 796
Impact des instruments dilutifs [d]	425 763	547 348
Nombre moyen dilué d'actions [e]=[c]+[d]	105 058 227	103 600 144
Résultat net par action en euros des activités poursuivies [a]/[c]	2,02	1,99
Résultat net par action dilué en euros des activités poursuivies [b]/[e]	2,01	1,98

(en millions d'euros et en unités)	Semestre clos le 30 juin 2017 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2016 (6 mois)
Résultat net – attribuable aux propriétaires de la Société Mère [a]	211,2	173,7
Impact des instruments dilutifs	-	-
Résultat net dilué – attribuable aux propriétaires de la Société Mère [b]	211,2	173,7
Nombre moyen d'actions en circulation [c]	104 632 464	103 052 796
Impact des instruments dilutifs [d]	425 763	547 348
Nombre moyen dilué d'actions [e]=[c]+[d]	105 058 227	103 600 144
RNPA (Résultat Net Par Action) [a]/[c]	2,02	1,69
RNPA dilué [b]/[e]	2,01	1,68

Note 9 Goodwill

(en millions d'euros)	31 décembre 2016	Reclassement d'actifs destinés à être cédés	Regroupement d'entreprises	Variations de change	30 juin 2017
Valeur brute	4 431,8	320,2	44,7	-38,5	4 758,2
Perte de valeur	-567,0	-0,1	-	2,2	-564,9
Valeur nette	3 864,8	320,1	44,7	-36,3	4 193,3

Au cours du premier semestre, le Groupe n'a comptabilisé aucune dépréciation en l'absence d'indice de perte de valeur.

Note 10 Actifs financiers non courants

(en millions d'euros)

	30 juin 2017	31 décembre 2016
Actifs de régimes de retraite	104,1	96,2
Juste valeur des participations non consolidées net des dépréciations	26,4	55,1
Autres (*)	84,8	82,0
TOTAL	215,3	233,3

(*) Le poste Autres inclut les prêts, les dépôts, les garanties, les titres comptabilisés selon la méthode de mise en équivalence et les participations non consolidées

Note 11 Clients et comptes rattachés

(en millions d'euros)

	30 juin 2017	31 décembre 2016
Valeur brute	2 673,7	2 645,1
Coûts de transition	13,3	32,5
Provisions pour créances douteuses	-134,8	-122,5
Valeur nette de l'actif	2 552,2	2 555,0
Avances et acomptes reçus	-98,0	-82,2
Produits constatés d'avance et clients créditeurs	-606,5	-714,5
Créances clients nettes	1 847,7	1 758,2
Ratio clients en jours de chiffre d'affaires (DSO)	36,0	30,0

Le 18 juin 2013, Atos a reconduit pour cinq ans son programme de titrisation pour un montant maximum de créances titrisées fixé à 500,0 millions d'euros, et une limite au montant maximum de financement fixée à 200,0 millions d'euros.

Ce nouveau programme de titrisation est structuré en deux compartiments appelés "ON" et "OFF":

- le compartiment "ON" similaire au précédent programme (les créances sont inscrites au bilan du Groupe) est le compartiment par défaut dans lequel les créances sont cédées. L'utilisation de ce compartiment a été faite à son seuil minimal ;
- le Compartiment "OFF" est conçu de manière à ce que le risque crédit (insolvabilité et retard de paiement) associé aux créances cédées des débiteurs éligibles au programme soit entièrement transféré au cessionnaire.

Au 30 juin 2017, le Groupe a vendu:

- dans le compartiment "ON" 339,7 millions d'euros de créances dont 68,7 millions d'euros ont été reçus en cash. Cette vente est avec recours et par conséquent reconsolidante au bilan ;
- dans le compartiment "OFF" 37,1 millions d'euros de créances qualifiées pour la déconsolidation car tous les risques associés sont substantiellement transférés.

Note 12 Autres actifs courants

(en millions d'euros)	30 juin 2017	31 décembre 2016*
Stocks	97,2	52,8
Etat - Créances de TVA	191,0	176,4
Charges constatées d'avance	486,5	425,6
Autres créances et actifs courants	538,6	447,3
Acomptes reçus	39,1	35,1
Créances liées à l'activité d'intermédiation	148,2	249,6
Total	1 500,5	1 386,8

(*) 31 décembre 2016 ajusté pour tenir compte du changement intervenu dans la présentation, comme exposé dans la note "Base de préparation et principes comptables"

Note 13 Trésorerie et équivalents de trésorerie

(en millions d'euros)	30 juin 2017	31 décembre 2016*
Disponibilités et dépôts bancaires à vue	1 989,5	1 688,3
SICAV monétaires	26,4	382,2
Total	2 015,9	2 070,5

(*) 31 décembre 2016 ajusté pour tenir compte du changement intervenu dans la présentation, comme exposé dans la note "Base de préparation et principes comptables"

En fonction des conditions de marché et des prévisions de flux de trésorerie à court terme, le Groupe peut à tout moment, investir dans des SICAV monétaires ou dans des comptes bancaires rémunérés ayant une maturité inférieure à trois mois.

Note 14 Engagements de retraite et avantages assimilés

Le montant total reconnu au bilan du Groupe au titre des régimes postérieurs à l'emploi s'élève à 1 335,3 millions d'euros (y compris les plans Unify S&P) comparé à 1 263,3 millions d'euros au 31 décembre 2016 (hors Unify S&P). La provision nette reconnue au bilan à fin 2016 pour les régimes postérieurs à l'emploi pour Unify S&P était de 124,6 millions d'euros.

Les taux d'actualisation et d'inflation de référence pour la zone Euro et le Royaume Uni sont restés stables depuis le 31 décembre 2016.

Les taux d'actualisation suivants ont été utilisés :

(en %)	30 juin 2017	31 Décembre 2016
Zone Euro (plans à long terme)	1,95%	1,95%
Zone Euro (autres plans)	1,40%	1,40%
Royaume-Uni	2,80%	2,80%

Les taux d'inflation à long terme suivants ont été utilisés :

(en %)	30 juin 2017	31 Décembre 2016
Euro zone	1,45%	1,45%
Royaume-Uni (RPI)	3,25%	3,25%

La valeur des actifs de couverture pour les régimes de retraite britanniques les plus matériels a fait l'objet d'une mise à jour au 30 juin 2017.

Les montants reconnus au bilan se détaillent comme suit :

(en millions d'euros)

30 juin 2017 **31 Décembre 2016**

Charges payées d'avance	104,1	96,2
Charges à payer - engagement de retraite	-1 439,4	-1 359,5
Provision retraite	-1 335,3	-1 263,3
Charges à payer - autres régimes à long terme	-56,5	-51,2
Montant total charges à payer	-1 495,9	-1 410,7

Au Royaume-Uni, sur le premier semestre 2017, une modification au régime Railways Pension Scheme (RPS) a été introduite, mettant fin à l'indexation des salaires pour le calcul de la rente de pension des employés d'Atos Worldline actuellement bénéficiaires du régime. Par conséquent, les droits à pension ne progresseront plus en ligne avec les augmentations futures des salaires. Ceci représente un effet exceptionnel de 7 millions d'euros, reconnu en compte de résultat sur le premier semestre 2017.

L'impact net des régimes à prestations définies sur le compte de résultat du Groupe est le suivant :

(en millions d'euros)

Semestre clos le 30 juin 2017 **Semestre clos le 30 juin 2016**

Marge opérationnelle	-17,0	-26,9
Autres produits et charges opérationnels	1,4	3,6
Résultat financier	-14,6	-14,9
Impact total sur le résultat	-30,2	-38,2

Note 15 Provisions

(en millions d'euros)

	31 décembre 2016	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Reclassement des passifs destinés à être cédés	Autres	30 juin 2017	Courantes	Non courantes
Réorganisation	93,0	26,3	-46,2	-2,6	18,1	-1,9	86,7	75,8	10,9
Rationalisation	21,7	5,6	-6,7	-3,4	11,6	5,1	33,9	10,6	23,3
Engagements sur projets	72,0	7,4	-16,2	-19,0	7,3	2,1	53,6	41,9	11,7
Risques et litiges	121,4	10,8	-7,9	-14,3	46,3	1,3	157,6	68,5	89,2
Total provisions	308,2	50,1	-77,0	-39,3	83,3	6,6	331,9	196,8	135,1

Note 16 Passifs financiers

Variation de la dette nette sur la période

(en millions d'euros)

	30 juin 2017	31 décembre 2016*
Trésorerie / (endettement) net(te) en début de période	430,3	541,9
Reclassification des actifs (passifs) anciennement destinés à être cédés	-101,4	-
Souscription des nouveaux emprunts	-112,9	-6,0
Obligations convertibles	-	-300,0
Remboursement d'emprunts à long et moyen termes	129,3	49,0
Variation de trésorerie à court terme	136,6	189,5
Nouveaux contrats de location-financement	-5,1	-4,9
Emprunts à long et moyen terme des sociétés acquises au cours de la période	-	-18,2
Variation de cours des monnaies étrangères sur les emprunts à long et moyen termes	-72,4	-0,3
Participation des salariés en France transférée en fonds d'emprunt	-1,5	-0,8
Autres mouvements liés aux opérations de financement	-60,5	-20,1
Trésorerie / (endettement) net(te) en fin de période	342,2	430,3

(*) 31 décembre 2016 ajusté pour tenir compte du changement intervenu dans la présentation, comme exposé dans la note "Base de préparation et principes comptables"

Les autres mouvements liés aux opérations de financement correspondent principalement à un effet reconsolidant au bilan de la dette financière du compartiment "ON" du programme de titrisation.

Note 17 Fournisseurs et comptes rattachés

(en millions d'euros)

	30 juin 2017	31 décembre 2016*
Dettes fournisseurs	2 031,6	1 919,4
Paievements d'avance nets	-39,1	-35,1
Charges constatées d'avance	-486,5	-425,6
Total	1 506,0	1 458,7
Ratio fournisseurs en nombre de jours (DPO)	78,0	76,0

(*) 31 décembre 2016 ajusté pour tenir compte du changement intervenu dans la présentation, comme exposé dans la note "Base de préparation et principes comptables"

Note 18 Tableau de flux de trésorerie consolidé semestriel

Trésorerie et équivalents de trésorerie net

	30 juin 2017	31 décembre 2016*
Disponibilités et équivalents de trésorerie	2 015,9	2 070,5
Découverts	-55,2	-78,8
Total trésorerie et équivalents de trésorerie net	1 960,7	1 991,7

(*) 31 décembre 2016 ajusté pour tenir compte du changement intervenu dans la présentation, comme exposé dans la note "Base de préparation et principes comptables"

Note 19 Impact de l'arrêt de la classification des activités « Software and Platforms » en activités destinées à être cédées

Le Groupe Atos a décidé, dès la date d'acquisition, le 20 janvier 2016, de mettre en vente l'activité «Software & Platforms». Cette activité a été présentée comme destinée à être cédée à compter du 1^{er} février 2016 conformément aux normes IFRS 3 et IFRS 5. Au 31 décembre 2016, Atos était toujours engagé dans un processus actif de vente des activités « Software & Platforms » et était en discussion avec des acheteurs potentiels.

Dans les comptes consolidés publiés 2016, les flux financiers relatifs aux services rendus par les activités poursuivies à S&P ont été éliminés chez S&P. Par conséquent, le chiffre d'affaires relatif à ces flux est inclu dans le chiffre d'affaires externe du Groupe. Dans l'état consolidé publié de la situation financière au 31 décembre 2016, les actifs nets et les dettes nettes alloués à l'activité S&P ont été présentés respectivement sur les lignes « Actifs destinés à être cédés » et « Passifs destinés à être cédés ». La perte générée par l'activité S&P sur la période du 1^{er} février 2016 au 30 juin 2016 était présentée sur la ligne « Résultat net des activités destinées à être cédées » du compte de résultat consolidé semestriel publié.

En avril 2017, le Conseil d'administration a décidé d'arrêter les discussions avec les acheteurs potentiels, considérant que l'intégration de S&P créerait davantage de valeur pour les actionnaires d'Atos.

La vente n'étant plus hautement probable, le traitement comptable en tant qu'« activité destinée à être cédée » et « actif et passif destinés à être cédés » n'était plus justifié. Par conséquent, les états financiers intermédiaires consolidés résumés du premier semestre 2017 intègrent donc la consolidation ligne à ligne de l'activité S&P à compter du 1^{er} janvier 2017 dans le compte de résultat consolidé semestriel au 30 juin 2017 et dans la situation financière consolidée à cette date.

A titre de comparaison, des états synthétiques du compte de résultat consolidé semestriel et de la situation financière consolidée au 30 juin 2016 ont été établis et sont présentés ci-après.

Compte de résultat consolidé semestriel synthétique au 30 juin 2016

<i>(en millions d'euros)</i>	Semestre clos le 30 juin 2016 (publié)	Impact de l'arrêt du classement en activités non poursuivies	Semestre clos le 30 juin 2016 (retraité)
Chiffre d'affaires	5 697,0	205,9	5 902,9
Charges opérationnelles et de personnel	-5 252,6	-233,2	-5 485,8
Marge opérationnelle	444,4	-27,3	417,1
En % du chiffre d'affaires	7,8%		7,1%
Autres produits et charges opérationnels	-120,5	-3,9	-124,4
Résultat opérationnel	323,9	-31,2	292,7
Résultat financier	-31,8	-0,8	-32,6
Résultat avant impôt	292,1	-32,0	260,1
Charge d'impôt	-57,9	0,4	-57,5
Résultat Net des activités poursuivies	234,2	-31,5	202,7
Résultat net des activités destinées à être cédées	-31,5	31,5	0,0
Résultat net	202,7	-	202,7
Dont attribuable aux:			
- propriétaires de la Société Mère	173,7	-	173,7
- participations ne donnant pas le contrôle	29,0	-	29,0

Etats consolidés de la situation financière synthétique au 31 décembre 2016

(en millions d'euros)	31 décembre 2016 (publié)	Impact de l'arrêt du classement comme détenu en vue de la vente	31 décembre 2016 (retraité)
Goodwill	3 864,8	320,1	4 184,9
Autres Immobilisations	1 984,3	137,7	2 122,0
Autre actifs non courants	645,7	73,4	719,1
Actifs non courants	6 494,8	531,2	7 026,0
Clients et comptes rattachés et autres actifs courants	3 979,0	378,7	4 357,8
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 070,5	-54,0	2 016,5
Actifs destinés à être cédés	1 006,3	-1 006,3	-
Actifs courants	7 055,8	-681,5	6 374,3
TOTAL DE L'ACTIF	13 550,6	-150,3	13 400,3
Capitaux propres	4 835,2	-	4 835,2
Provisions retraites et assimilées et provisions non courantes	1 524,7	192,6	1 717,3
Autres passifs non courants	1 608,5	44,2	1 652,7
Passifs non courants	3 133,2	236,8	3 370,0
Fournisseurs et comptes rattachés et autres passifs courants	4 730,5	464,5	5 195,1
Passifs destinés à être cédés	851,7	-851,7	-
Passifs courants	5 582,2	-387,2	5 195,1
TOTAL DU PASSIF	13 550,6	-150,3	13 400,3

Note 20 Approbation des états financiers semestriels

Les comptes financiers semestriels ont été approuvés par le Conseil d'Administration le 25 juillet 2017.

Note 21 Evènements post-clôture

Il n'y a aucun évènement significatif post-clôture à mentionner.

B.3 Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle pour la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2017

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées générales et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes consolidés résumés semestriels de la société Atos S.E., relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes consolidés résumés semestriels ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes consolidés résumés semestriels sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés résumés semestriels.

Neuilly-sur-Seine, le 26 juillet 2017
Les Commissaires aux comptes

Deloitte & Associés

Jean-Pierre Agazzi

Grant Thornton
Membre français de
Grant Thornton International

Victor Amselem

C. Personnes responsables

C.1 Responsable de l'Actualisation du Document de Référence

Thierry Breton

Président du Conseil d'Administration
et Directeur Général

C.2 Attestation du responsable de l'Actualisation du Document de Référence

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans la présente Actualisation du Document de Référence 2016 sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste, à ma connaissance, que les états financiers consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les états financiers données dans la présente actualisation du document de référence ainsi qu'à la lecture d'ensemble de l'Actualisation du Document de Référence 2016.

Bezons, le 3 août 2017

Thierry Breton

Président du Conseil d'Administration
et Directeur Général

C.3 Responsables du contrôle des comptes

NOMINATION ET EXPIRATION DES MANDATS

Commissaires aux comptes		Commissaires aux comptes Suppléants	
Grant Thornton Victor Amselem		Cabinet IGEC	
- Nommé le 27 mai 2014 pour une durée de six exercices - Date d'expiration du mandat : à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019		- Nommé le 27 mai 2014 pour une durée de six exercices - Date d'expiration du mandat : à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019	
Deloitte & Associés Jean-Pierre Agazzi		Cabinet B.E.A.S.	
- Nommé le 30 mai 2012 pour une durée de six exercices - Date d'expiration du mandat : à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017		- Nommé le 30 mai 2012 pour une durée de six exercices - Date d'expiration du mandat : à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017	

D. Gouvernance et informations supplémentaires

D.1 Renouvellement et nomination d'administrateurs

L'Assemblée Générale Mixte des actionnaires de la Société du 24 mai 2017 a approuvé l'ensemble des propositions de renouvellement de mandats d'administrateurs qui lui étaient soumises. A ce titre, elle a approuvé le renouvellement des mandats d'administrateur de Madame Valérie Bernis (de nationalité française), Madame Colette Neuville (de nationalité française), Monsieur Nicolas Bazire (de nationalité française) et de Dr. Roland Busch. (de nationalité allemande).

Le Conseil d'administration a également volontairement soumis à l'Assemblée Générale la réélection de l'administrateur représentant les salariés actionnaires. Parmi les deux candidats à cette fonction, Madame Jean Flemming a obtenu un score de 97,25% des voix et a été élue. L'Assemblée Générale a également adopté une résolution à l'effet de réduire à 3 ans la durée du mandat de l'administrateur représentant les salariés actionnaires.

A la suite des renouvellements des mandats des administrateurs, le Conseil d'administration, réuni à l'issue de l'Assemblée Générale, a décidé de modifier la composition du Comité des Comptes (Monsieur Vernon Sankey, Président, Monsieur Roland Busch, Monsieur Bertrand Meunier et Madame Lynn Paine) et confirmé celle du Comité des Nominations et des Rémunérations (Monsieur Nicolas Bazire, Président, Monsieur Bertrand Meunier et Monsieur Pasquale Pistorio).

L'Assemblée Générale a également approuvé, à 99,97% des voix, la modification des statuts afin de permettre la désignation d'un ou deux administrateurs représentants les salariés. Une telle désignation sera mise en œuvre dans les 6 mois suivants l'Assemblée Générale 2017 conformément aux dispositions légales.

D.2 Composition du Conseil d'Administration et indépendance des administrateurs

A la date du dépôt de la présente actualisation du document de référence, le Conseil d'administration est composé des 11 administrateurs suivants, dont 7 indépendants :

Nom de l'administrateur	Date de première nomination ou du dernier renouvellement	Date d'échéance du mandat
M. Thierry BRETON	30 décembre 2016	AG 2019
M. Nicolas BAZIRE*	24 mai 2017	AG 2020
Mme Valérie BERNIS*	24 mai 2017	AG 2020
M. Roland BUSCH	24 mai 2017	AG 2020
Mme Jean FLEMING	24 mai 2017	AG 2020
M. Bertrand MEUNIER*	28 mai 2015	AG 2018
Mme Colette NEUVILLE*	24 mai 2017	AG 2020
Mme Aminata NIANE	26 mai 2016	AG 2019
Mme Lynn PAINE*	26 mai 2016	AG 2019
M. Pasquale PISTORIO*	28 mai 2015	AG 2018
M. Vernon SANKEY*	26 mai 2016	AG 2019

* Administrateur indépendant

Le Conseil d'administration, réuni le 24 mai 2017 à l'issue de l'Assemblée Générale 2017, tenant compte des renouvellements de mandats et de la confirmation de la composition des comités, s'est prononcé sur

l'indépendance de ses membres. Les administrateurs indépendants confirmés par le Conseil d'administration sont : Nicolas Bazire, Valérie Bernis, Bertrand Meunier, Colette Neuville, Lynn Paine, Pasquale Pistorio et Vernon Sankey, soit un ratio de 70% conformément au Code AFEP-MEDEF qui exige qu'au moins la moitié d'entre eux soient indépendants.

D.3 Assemblées générales réunies en 2017

D.3.1 Assemblée Générale Mixte Annuelle du 24 mai 2017

L'Assemblée Générale Mixte du 24 mai 2017 a adopté l'ensemble des résolutions proposées par le Conseil d'administration. Le résultat des votes de l'Assemblée Générale Mixte ainsi que la documentation relative à l'ensemble des résolutions adoptées est disponible sur le site internet de la Société atos.net, rubrique investisseurs.

Sur proposition du Conseil d'administration, la résolution portant sur un projet de plan d'actions de performance en 2017 n'a pas été soumise aux votes des actionnaires. Le Conseil d'administration, à la suite des discussions menées par la Société tant auprès des actionnaires qu'avec les agences en conseil de vote, a décidé de missionner son Comité des Nominations et des Rémunérations afin qu'il propose un projet de plan d'actions de performance 2017 simplifié en vue de le soumettre à une Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires d'Atos SE convoquée au début du second semestre 2017.

D.3.2 Assemblée Générale Extraordinaire du 24 juillet 2017

A la suite de la décision du Conseil d'Administration de ne pas soumettre au vote des actionnaires lors de l'Assemblée Générale annuelle la résolution portant sur un plan d'actions de performance en 2017, le Comité des Nominations et des Rémunérations a présenté au Conseil d'administration un plan révisé et simplifié répondant aux préoccupations émises.

Ce plan a été soumis au vote des actionnaires lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 24 juillet 2017. La résolution correspondante a été adoptée avec un score très significatif de 96.95% des voix.

D.4 Rémunération et actionnariat des dirigeants

D.4.1 Plan d'attribution d'actions de performance décidé le 24 juillet 2017

Dans le cadre de l'autorisation donnée pour trente-huit mois par l'Assemblée générale mixte du 26 mai 2016 dans sa vingtième résolution et de l'approbation par l'Assemblée générale mixte du 24 mai 2017 de la treizième résolution (« Say on Pay ex ante »), le Conseil d'Administration, lors de la réunion du 24 juillet 2017, a décidé sur la recommandation du Comité des Nominations et des Rémunérations, de procéder à l'attribution d'un nombre maximal théorique de 43 000 actions de performance au profit du dirigeant mandataire social.

Les conditions de performance du nouveau plan, à remplir sur les trois années, 2017, 2018 et 2019, portent sur des critères internes financiers liés à la profitabilité, au flux de trésorerie disponible, et à la croissance du chiffre d'affaires identiques à ceux du précédent plan du 26 juillet 2016. A l'instar du plan du 26 juillet 2016, le plan prévoit également une condition externe, liée à la performance sociale et environnementale de l'entreprise.

Des exigences supplémentaires en matière d'atteinte des objectifs financiers en lien avec le plan stratégique 2017-2019 et en matière de performance sociale et environnementale de l'entreprise, pour maintenir un haut niveau de reconnaissance sur la période, ont été introduites. Ainsi, les conditions de performance des plans précédents, à remplir sur les trois années, 2017, 2018 et 2019 sont reconduites mais ne permettent désormais d'acquiescer, dans l'hypothèse où elles seraient atteintes, qu'un nombre d'actions correspondant à 70% du nombre initialement attribué, les 30% restant constituant une part variable dépendante du niveau d'atteinte d'objectifs de performance financière et de responsabilité

sociétale.

Les caractéristiques du plan d'attribution d'actions de performance sont les suivantes :

- A. Condition de présence :** sous réserve de certaines exceptions prévues dans le plan telles que par exemple les cas de décès ou d'invalidité ou de retraite, l'attribution des actions de performance est conditionnée à la conservation de la qualité de mandataire social par le bénéficiaire pendant la période d'acquisition ;
- B. Conditions de performance :** L'attribution des actions de performance est également soumise à la réalisation de conditions de performance suivantes, internes et externe, appréciées pour chacune des années, 2017, 2018, et 2019.

a. Permettant l'acquisition de 70% des actions de performance :

Conditions de performance internes

Au titre de chacune des années 2017, 2018, et 2019 :

- le **free cash flow Groupe** (flux de trésorerie disponible), avant dividende et résultat acquisitions/ventes est au moins égal à l'un des deux montants suivants :
 - (i) 85% du montant du free cash flow Groupe (flux de trésorerie disponible), avant dividende et résultat acquisitions/ventes, figurant dans le budget de la Société pour l'année concernée ; ou
 - (ii) le montant du free cash flow Groupe (flux de trésorerie disponible), avant dividende et résultat acquisitions/ventes, de l'année précédente, augmenté de 10%.
- la **marge opérationnelle Groupe** est au moins égale à l'un des deux montants suivants :
 - (i) 85% du montant de la marge opérationnelle Groupe figurant dans le budget de la Société pour l'année concernée ; ou
 - (ii) le montant de la marge opérationnelle Groupe de l'année précédente augmenté de 10%.
- la **croissance du chiffre d'affaires** pour l'année concernée est au moins égale à l'un des deux montants suivants :
 - (i) taux de croissance figurant dans le budget de la Société moins un pourcentage fixé par le Conseil d'Administration ; ou
 - (ii) taux de croissance annuel par référence aux objectifs de croissance du Groupe.

Pour chacune des années, au moins deux des trois critères doivent être remplis. Si l'un d'entre eux n'est pas rempli pour l'année n, ce critère devient obligatoire pour l'année n+1.

Condition de performance externe

Au titre des années 2017, 2018 et 2019, le Groupe Atos doit au moins obtenir le rating GRI G4 « Comprehensive » ou faire partie du Dow Jones Sustainability Index (Europe ou Monde). La condition est remplie dès lors que ce critère est validé pour au moins deux années sur la période.

b. Permettant l'acquisition des 30% d'actions de performance restants :

Dans l'hypothèse où les conditions de performance listées ci-dessus sont remplies, les 30% additionnels sont soumis (sous réserve de la réalisation de la condition de présence) :

- (i) à la performance du Groupe sur la période 2017-2019, telle que mesurée au travers de la moyenne du taux de réalisation annuel (pondération de 40% marge opérationnelle, 30% flux de trésorerie disponible, 30% croissance organique), sous-tendant la rémunération variable des managers du Groupe (le « Multiplicateur Groupe Moyen »), y compris celle due au Président Directeur Général,
- (ii) ainsi qu'à la réalisation, sur toute la période du plan, de la condition de responsabilité sociale telle que décrite ci-dessus.

Les critères d'acquisition applicables aux 30% de l'attribution (i.e. de 70% à 100%) sont déterminés comme suit :

Conditions de performance internes additionnelles pour l'acquisition de 15% des actions de performance

Une acquisition progressive jusqu'à 15% du nombre total des actions attribuées est définie en fonction du taux de réalisation reflété par le Multiplicateur Groupe Moyen (MGM) sur les années 2017, 2018 et 2019 :

- si le Multiplicateur Groupe Moyen est inférieur à 85%, il n'y a pas d'attribution complémentaire (0%) ;
- si le Multiplicateur Groupe Moyen est compris entre 85% et 100%, l'acquisition complémentaire représente (MGM - 85%) actions de performance, soit de 0 à 15% des actions de performance attribuées ;
- si le Multiplicateur Groupe Moyen est supérieur à 100% (surperformance vs. objectifs budgétaires), 15% des actions de performance sont acquises (plafond).

Condition de performance externe additionnelle pour l'acquisition de 15% des actions de performance

Si la condition de performance externe, décrite au a. ci-dessus, est remplie 3 années de suite, 15% des actions de performance initialement attribuées sont acquises.

- C. Acquisition et Conservation :** Les actions de performance attribuées seront définitivement acquises le 24 juillet 2020, sous réserve de l'atteinte des conditions de performance et de la condition de présence susvisée. Le nombre final d'actions acquises sera plafonné à 38 738 actions (différence entre d'une part le nombre maximal d'actions de performance pouvant être attribuées au dirigeant mandataire social aux termes de la 20^{ème} résolution de l'Assemblée générale mixte du 26 mai 2016, soit 93 438 correspondant à 0,09% du capital social à cette date, et d'autre part le nombre d'actions de performance attribuées au dirigeant mandataire social au titre de l'année 2016, soit 54 700). Le bénéficiaire devra conserver 15% des actions acquises pendant toute la durée de ses fonctions et ne pourra conclure d'opération financière de couverture sur les actions faisant l'objet de l'attribution durant toute la durée du mandat du Président-Directeur Général.

D.4.2 Plan d'attribution d'actions de performance (ne concernant pas le dirigeant mandataire social) décidé le 25 juillet 2017

Dans le cadre de l'autorisation donnée pour trente-huit mois d'attribution d'actions de performance de la Société par l'Assemblée générale extraordinaire du 24 juillet 2017, adoptée à 96,94%, le Conseil d'Administration, lors de la réunion du 25 juillet 2017, a décidé sur la recommandation du Comité des Nominations et des Rémunérations, de procéder à l'attribution de 777 910 actions de performance de la Société, au profit des premières lignes managériales d'Atos, excluant le dirigeant mandataire social.

Les conditions de performance du nouveau plan, à remplir sur les trois années, 2017, 2018 et 2019, portent sur des critères internes financiers liés à la profitabilité, au taux de conversion de la marge opérationnelle en flux de trésorerie disponible, et à la croissance du chiffre d'affaires. Le plan prévoit également une condition externe, liée à la performance sociale et environnementale de l'entreprise.

Les principales caractéristiques du plan d'attribution d'actions de performance sont les suivantes :

Condition de présence : sous réserve de certaines exceptions prévues dans le plan telles que par exemple les cas de décès ou d'invalidité ou de retraite, l'attribution des actions de performance est conditionnée à la conservation de la qualité de salarié par le bénéficiaire pendant la période d'acquisition ;

Conditions de performance : L'attribution des actions de performance est également soumise à la réalisation de conditions de performance, internes et externe, fixées par le Conseil d'administration et appréciées pour chacune des années du plan. Au titre de chacune des trois années du plan 2017, 2018 et 2019, devront être réalisées des conditions de performance internes et externe exigeantes et mesurables fixées par le Conseil d'Administration.

Périodes d'acquisition et de conservation : Les actions de performance attribuées seront définitivement acquises le 25 juillet 2020, sous réserve de l'atteinte des conditions de performance et de la

condition de présence susvisée.

Les actions acquises ne seront pas soumises à une obligation de conservation et seront donc immédiatement cessibles par leurs bénéficiaires.

D.4.3 Actions de performance devenues disponibles depuis le 1^{er} janvier 2017 pour le Président-Directeur Général - Tableau AMF n°7

Depuis le 1^{er} janvier 2017, les actions de performances attribuées le 24 juillet 2013 dans le cadre du plan France, sont devenues disponibles. Le Président-Directeur Général est un des bénéficiaires de ce plan. Les conditions d'acquisition sont détaillées dans le Document de Référence 2016, au paragraphe G.4.3.4

	Date du plan	Nombre d'actions devenues disponibles depuis le 1^{er} janvier 2017	Date d'acquisition	Date de disponibilité
Président Directeur Général	24 juillet 2013	45 000	24 juillet 2015	24 juillet 2017

D.4.4 Options de souscription ou d'achat d'actions levées depuis le 1^{er} janvier 2017 par le Président-Directeur Général - Tableau AMF n°5

Le Président-Directeur Général ne détient aucune option donnant droit à la souscription d'actions.

D.5 Evolution du capital

D.5.1 Informations de base

D.5.1.1 Transactions des titres (Euronext)

Les actions de la Société sont admises aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris (compartiment A) depuis 1995, sous le code ISIN FR0000051732. Le titre ATOS SE est éligible au SRD et au PEA. Les actions de la Société font partie du CAC 40, principal indice publié par NYSE Euronext Paris, depuis le 20 mars 2017.

Les codes les plus courants sont les suivants :

Source	Codes
Euronext	ATO
AFP	ATO
Bloomberg	ATO FP
Reuters	ATOS PA
Thomson	ATO FR

La classification sectorielle sur Euronext est la suivante :

Euronext : Classification sectorielle ICB

Industrie: 9000, Technology
Supsecteur: 9500, Technology
Secteur: 9530, Software and Computer services
Sous secteur: 9533, Computer Services

D.5.1.2 Evolution du flottant

Le flottant des actions du Groupe exclut les participations détenues par l'actionnaire de référence, Siemens AG, détenant une participation de 11,8% du capital qu'il s'est engagé à conserver jusqu'au 30 septembre 2020,.

Au 30 juin 2017, aucun autre actionnaire n'a annoncé détenir plus de 5% du capital de la société.

Les participations détenues par les salariés et les membres du Conseil d'Administration ainsi que les actions auto-détenues sont également exclues du flottant.

Au 30 juin 2017	Actions	% du capital	% des droits de vote exerçables
Siemens	12 483 153	11,8%	11,9%
Salariés	1 229 682	1,2%	1,2%
Conseil d'administration	610 213	0,6%	0,6%
Auto détention	250 265 *	0,2%	-
Flottant	90 795 655	86,2%	86,4%
Total	105 368 968	100,0%	100,0%

* incluant 16 582 titres en cours de livraison effective au 1 juillet 2017 à des bénéficiaires de LTI

D.5.2 Dividendes

Sur proposition du Conseil d'administration, l'Assemblée Générale Mixte des actionnaires réunie le 24 mai 2017 a approuvé la mise en paiement en 2017 d'un dividende de 1,60 euro par action au titre du résultat de l'exercice 2016.

Au titre des trois derniers exercices, les dividendes ont été les suivants :

Période fiscale	Montant du dividende
2016	1,60 €
2015	1,10 €
2014	0,80 €

D.5.3 Capital

D.5.3.1 Capital au 30 juin 2017

Au 30 juin 2017, sur la base d'une décision de constatation du Président-Directeur Général en date du 30 juin 2017, le capital social de la Société s'élevait à 105 368 968 euros, divisé en 105 368 968 actions de 1 euro de nominal entièrement libérées.

Depuis le 31 décembre 2016, le capital a été augmenté de 460 289 euros, correspondant à l'émission de 460 289 actions nouvelles se répartissant comme suit :

- 165 324 actions nouvelles résultant de l'exercice d'options de souscription d'actions, les primes d'émission s'élevant à un montant total de 5 194 712,9 euros
- 294 965 actions nouvelles résultant de la mise en œuvre d'un plan d'actionnariat salarié, les primes d'émission s'élevant à un montant total de 22 122 375 euros.

D.5.3.2 Pacte d'actionnaires

A la connaissance de la Société, il n'existe pas d'autre accord susceptible d'avoir une incidence significative en cas d'offre publique sur le capital social de la Société que ceux mentionnés dans le Document de Référence 2016, en partie G.7.7.5.

D.5.3.3 Auto-détention

Le cadre juridique

La 14^{ème} résolution votée par l'Assemblée Générale Mixte du 24 mai 2017 a renouvelé, au bénéfice du Conseil d'administration, l'autorisation d'acheter des actions de la Société dans le cadre de la mise en œuvre d'un programme de rachat d'actions. Ces rachats ne peuvent porter sur plus de 10% des actions composant le capital social de la Société, à quelque moment que ce soit, ce pourcentage s'appliquant à un capital ajusté en fonction des opérations l'affectant postérieurement à l'assemblée générale, étant précisé que s'agissant du cas particulier des actions rachetées dans le cadre d'un contrat de liquidité, le nombre d'actions pris en compte pour le calcul de la limite de 10% correspond au nombre d'actions achetées, déduction faite du nombre d'actions revendues pendant la durée de l'autorisation.

Ces achats peuvent être effectués en vertu de toute affectation permise par la loi, les finalités de ce programme de rachat d'actions étant :

- d'assurer la liquidité et animer le marché de l'action de la Société par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement agissant de manière indépendante dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'AMF ;
- de les attribuer ou de les céder aux mandataires sociaux ou aux salariés de la Société et/ou des sociétés qui lui sont liées ou lui seront liées dans les conditions et selon les modalités prévues ou admises par les dispositions légales et réglementaires applicables notamment dans le cadre (i) de la participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise, (ii) du régime des options d'achat d'actions prévu par les articles L. 225-177 et suivants du Code de commerce, (iii) d'attribution gratuite d'actions notamment dans le cadre prévu par les articles L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce et (iv) de plans d'actionnariat de droit français ou étranger, notamment dans le cadre d'un plan d'épargne d'entreprise, ainsi que de réaliser toutes opérations de couverture afférentes à ces opérations, dans les conditions prévues par les autorités de marché et aux époques que le conseil d'administration ou la personne agissant sur la délégation du conseil d'administration appréciera ;
- de les remettre lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant droit, immédiatement ou à terme, par remboursement, conversion, échange, présentation d'un bon ou de toute autre manière à l'attribution d'actions de la Société, ainsi que de réaliser toutes opérations de couverture en relation avec l'émission de telles valeurs mobilières, dans les conditions prévues par les autorités de marché et aux époques que le conseil d'administration ou la personne agissant sur la délégation du conseil d'administration appréciera ;
- de les conserver et de les remettre ultérieurement en paiement ou en échange dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe, étant précisé que le montant maximum d'actions acquises par la Société à cet effet ne peut excéder 5% du capital ; ou
- de les annuler totalement ou partiellement par voie de réduction du capital social en application de la 15ème résolution de l'Assemblée Générale Mixte du 24 mai 2017.

Le prix d'achat maximum par action est fixé à 170 euros (hors frais).

Le Conseil d'Administration peut ajuster le prix d'achat susmentionné en cas d'incorporation de primes, de réserves ou de bénéfices, donnant lieu, soit à l'élévation de la valeur nominale des actions, soit à la création et à l'attribution gratuite d'actions, ainsi qu'en cas de division de la valeur nominale de l'action ou de regroupement d'actions pour tenir compte de l'incidence de ces opérations sur la valeur de l'action.

Le montant maximum de fonds destinés au programme de rachat s'élève en conséquence à 1 783 447 543 euros, tel que calculé sur la base du capital social au 31 décembre 2016, ce montant maximum pouvant être ajusté pour tenir compte du montant du capital au jour de l'assemblée générale.

Cette autorisation a été octroyée pour une durée de dix-huit (18) mois à compter du 24 mai 2017.

L'auto-détention

Au 30 juin 2017, la Société détenait 250 265¹ actions soit 0.2% du capital représentant une valeur de portefeuille de 30 757 568,50 euros sur la base du cours de la bourse du 30 juin 2017 et une valeur comptable de 20 240 596,10 euros. Ces actions sont affectées à l'allocation d'actions aux salariés ou aux mandataires sociaux de la Société ou de son Groupe et correspondent à la couverture des engagements relatifs aux plans LTI et MIP.

Conformément à l'annonce faite par le Groupe le 30 juin 2017, la Société a procédé au rachat de 143 000 actions propres du 30 juin 2017 au 4 juillet 2017 dans le cadre d'un mandat donné à un intermédiaire financier sur la base de l'autorisation octroyée par l'Assemblée Générale Mixte du 24 mai 2017.

¹ incluant 16 582 titres en cours de livraison effective au 1^{er} juillet 2017 à des bénéficiaires de LTI

D.5.3.4 Effet potentiel futur sur le capital

Actions potentielles

Sur la base de 105 368 968 actions émises au 30 juin 2017, le capital social pourrait être augmenté jusqu'à un maximum de 2 854 723 d'actions nouvelles, soit 2,7% du capital social avant dilution. Cette dilution pourrait intervenir du fait de l'exercice des options de souscription d'actions attribuées aux salariés ou de l'acquisition des actions de performances qui se présentent comme suit :

(en nombre d'actions)	30 juin 2017	31 décembre 2016	Variation	% dilution
Nombre d'actions émises	105 368 968	104 908 679	460 289	
Issues des options de souscription d'actions	483 088	648 629	-165 541	0,5%
Issues des actions de performance	2 371 635	2 479 645	-108 010	2,3%
Dilution potentielle	2 854 723	3 128 274	-273 551	2,7%
Total du capital potentiel	108 223 691	108 036 953	186 738	

Sur un total de 483 088, aucune option de souscription n'avait de prix d'exercice supérieur au cours de bourse de l'action au 30 juin 2017 (122,90 euros).

Evolution des options de souscription d'actions

Nombre d'options de souscription d'actions au 31 décembre 2016	648 629
Options de souscription attribuées durant le premier semestre 2017	-
Options de souscription exercées durant le premier semestre 2017	165 324
Options de souscription déchues ou périmées durant le premier semestre 2017	217
Nombre d'options de souscription d'actions au 30 juin 2017	483 088

Au 30 juin 2017, la totalité des options de souscription d'actions accordée par le Groupe sont toutes déjà exerçables et dans la monnaie.

Autorisations en cours portant sur des actions et autres valeurs mobilières

Au regard des résolutions votées par les Assemblées Générales du 26 mai 2016, 24 mai 2017, et 24 juillet 2017 les autorisations d'intervenir sur le capital social et d'émettre des actions et autres valeurs mobilières en cours de validité sont les suivantes au 25 juillet 2017 :

Autorisation	Montant des autorisations (valeur nominale)	Utilisation des autorisations (valeur nominale)	Solde non utilisé (valeur nominale)	Date d'expiration de l'autorisation
AGE 24 juillet 2017 1ère résolution Attribution d'actions de performance aux salariés et mandataires sociaux	948 320	777 910	170 410	24/09/2020 (38 mois)
AGE 24 mai 2017 14e résolution Autorisation de rachat par la Société de ses propres actions	10% du capital ajusté à tout moment	143 000	9,86%	24/11/2018 (18 mois)
AGE 24 mai 2017 15e résolution Réduction de capital	10% du capital ajusté au jour de la réduction	-	10%	24/11/2018 (18 mois)
AGE 24 mai 2017 16e résolution Augmentation de capital réservée aux salariés ¹	2 106 933	-	2 106 933	24/07/2019 26 mois
AGE 26 mai 2016 13e résolution Augmentation de capital avec DPS	31 146 128	-	31 146 128	26/07/2018 (26 mois)
AGE 26 mai 2016 14e résolution Augmentation de capital sans DPS par offre au public ^{1,2}	10 382 042	-	10 382 042	26/07/2018 (26 mois)
AGE 26 mai 2016 15e résolution Augmentation de capital sans DPS par placement privé ^{1,2}	10 382 042	-	10 382 042	26/07/2018 (26 mois)
AGE 26 mai 2016 16e résolution Augmentation de capital sans DPS en vue de rémunérer des apports en nature ^{1,2}	10 382 042	-	10 382 042	26/07/2018 (26 mois)
AGE 26 mai 2016 17e résolution Augmentation du nombre de titres en cas d'augmentation de capital avec ou sans DPS ^{1,2,3}	Extension de 15% maximum de l'émission initiale	-	Extension de 15% maximum de l'émission initiale	26/07/2018 (26 mois)
AGE 26 mai 2016 18e résolution Augmentation de capital par incorporation de primes, réserves, bénéfices ou autres	3 234 millions	-	3 234 millions	26/07/2018 (26 mois)

¹ Toute augmentation de capital au titre des 14^e, 15^e, 16^e, 17^e résolutions de l'AGM du 26 mai 2016 et de la 16^e résolution de l'AGM du 24 mai 2017 s'imputera sur le plafond fixé à la 13^e résolution de l'AGM du 26 mai 2016.

² Les augmentations de capital effectuées sans droit préférentiel de souscription au titre des 14e, 15e, 16e et 17e résolutions de l'AGM du 26 mai 2016 sont soumises à un sous-plafond global correspondant à 10% du capital de la Société au jour de l'Assemblée Générale Mixte du 26 mai 2016 (soit un montant nominal de 10 382 042 euros). Toute augmentation de capital en vertu desdites résolutions s'imputera sur ce sous-plafond global.

³ L'émission supplémentaire s'impute (i) sur le plafond de la résolution en vertu de laquelle est décidée l'émission initiale, (ii) sur le plafond global prévu à la 13e résolution de l'AGM du 26 mai 2016, et (iii) dans l'hypothèse d'une augmentation de capital sans droit préférentiel de souscription, sur le montant du sous-plafond mentionné au point 2 ci-dessus.

Le nombre d'actions nouvelles autorisées pouvant être émises dans le cadre des délégations de compétence susvisées (les 17ème et 18ème résolutions de l'Assemblée Générale du 26 mai 2016 étant mises à part) s'élève à 32 094 449, ce qui représente 30,46% du capital social mis à jour le 30 juin 2017.

E. Annexes

E.1 Contacts

Les investisseurs institutionnels, analystes financiers ainsi que les actionnaires individuels peuvent, pour toute information, contacter :

Gilles Arditti

Directeur Exécutif Relations Investisseurs & Communication Financière

Tel +33 (0) 1 73 26 00 66

gilles.arditti@atos.net

Benoit d'Amécourt

Directeur Relations Investisseurs & Communication Financière

+33 (0)1 73 26 02 27

benoit.damecourt@atos.net

Aurélie Le Pollès

Manager Relations Investisseurs & Communication Financière

+33 1 73 26 42 35

aurelie.lepollès@atos.net

Ou envoyer toute demande d'information à l'adresse : investors@atos.net

E.2 Calendrier financier

24 octobre 2017	Chiffre d'affaires du troisième trimestre 2017
21 février 2018	Résultats annuels 2017
25 avril 2018	Chiffre d'affaires du premier trimestre 2018
24 mai 2018	Assemblée générale
25 juillet 2018	Résultats semestriels 2018
23 octobre 2018	Chiffre d'affaires du troisième trimestre 2018

E.3 Table de concordance AMF

La présente table de concordance reprend les principales rubriques prévues par le Règlement (CE) numéro 809/2004 de la Commission européenne du 29 avril 2004 (le « Règlement ») et renvoie aux pages de la présente Actualisation du Document de référence et, le cas échéant, du Document de référence où sont mentionnées les informations relatives à chacune de ces rubriques.

N°	Rubriques figurant dans l'annexe 1 du Règlement	Sections dans l'actualisation du Document de Référence	Sections dans le Document de Référence
1.	Personnes responsables		
1.1	Indication des personnes responsables	C.1	A.4.1
1.2	Déclaration des personnes responsables	C.2	A.4.2
2.	Contrôleurs légaux des comptes		
2.1	Nom et adresse des contrôleurs légaux des comptes	C.3	A.4.3
2.2	Information concernant les modifications apportées aux contrôleurs légaux des comptes au cours de la période	C.3	A.4.3
3.	Informations financières sélectionnées		
3.1	Informations financières historiques	N/A	A.5.1 ; E.3
3.2	Informations financières intermédiaires	N/A	N/A
4.	Facteurs de risques	A.4	F.
5.	Informations concernant l'émetteur		
5.1.	Histoire et évolution de la Société		
5.1.1	Raison sociale et nom commercial de l'émetteur	N/A	G.2.2
5.1.2	Lieu et numéro d'enregistrement de l'émetteur	N/A	G.2.2
5.1.3	Date de constitution et durée de vie de l'émetteur	N/A	G.2.2
5.1.4	Siège social et forme juridique de l'émetteur, législation régissant ses activités, son pays d'origine, adresse et numéro de téléphone de son siège	N/A	G.2.2
5.1.5	Événements importants dans le développement des activités de l'émetteur	A.1;A.2	A.5.2 ; A.6.1
5.2.	Investissements	N/A	N/A
6.	Aperçu des activités		
6.1.	Principales activités		
6.1.1	Nature des opérations effectuées par l'émetteur et ses principales activités	A.1;A.2	A.1 ; A.2 ; C.2 ; C.3 C.4 ; C.5 ; C.6 ; C.7
6.1.2	Nouveaux produits ou services développés	A.1;A.2	B.3 ; C
6.2.	Principaux marchés	A.1;A.2	A.1 ; A.2 ; B.2 ;
6.3.	Événements exceptionnels	N/A	N/A
6.4.	Dépendance vis-à-vis des brevets, licences, contrats et procédés de fabrication	N/A	F.1 ; F.3.3
6.5.	Éléments fondateurs des déclarations concernant la position concurrentielle	N/A	B.2
7.	Organigramme	N/A	
7.1.	Description sommaire du Groupe	A.2	E.5.4 ; G.2.2
7.2	Liste des filiales importantes	N/A	E.4.7.4 ; Note 30
8.	Propriétés immobilières, usines et équipements		
8.1.	Immobilisations corporelles importantes	N/A	E.4.7.4 - Note 13
8.2	Questions environnementales pouvant influencer l'utilisation des immobilisations corporelles	N/A	D.5
9.	Examen de la situation financière et du résultat		
9.1.	Situation financière	A.2;B	E.1 ; E.3
9.2.	Résultat d'exploitation		
9.2.1	Facteurs importants, influant sur le revenu d'exploitation de l'émetteur	A.2;B	E.1 ; E.3
9.2.2	Explication des changements importants du chiffre d'affaires net ou des produits nets	A.2	E.1 ; E.3
9.2.3	Stratégie ou facteur de nature gouvernementale, économique, budgétaire, monétaire ou politique ayant influé ou pouvant influencer sensiblement, de manière directe ou indirecte, sur les opérations de l'émetteur	A.2;B	E.1 ; E.3
10.	Trésorerie et capitaux		
10.1.	Capitaux de l'émetteur		E.3 ; G.7
10.2.	Source et montant des flux de trésorerie	B.1.2	E.3.2
10.3.	Conditions d'emprunt et structure de financement	N/A	E.3.3
10.4.	Restrictions à l'utilisation des capitaux	N/A	N/A
10.5.	Sources de financement nécessaires honorer les engagements	N/A	E.3.3
11.	Recherche et Développement, brevets et licences	N/A	C.6

N°	Rubriques figurant dans l'annexe 1 du Règlement	Sections dans l'actualisation du Document de Référence	Sections dans le Document de Référence
12.	Information sur les tendances		
12.1	Principales tendances ayant affecté la production, les ventes et les stocks, les coûts et les prix de vente depuis la fin du dernier exercice	A.2	B ; C ; E.1
12.2	Tendances connues, incertitudes ou demandes ou engagements ou événements raisonnablement susceptibles d'influer sensiblement sur les perspectives de l'émetteur	A.1;A.2	B ; C ; E.1
13.	Prévisions ou estimations du bénéfice	N/A	N/A
14.	Organes d'administration, de direction et de surveillance et Direction Générale		
14.1.	Composition – déclarations	D.2	A.6.2 ; G.2.4 ; G.3.1.3
14.2.	Conflits d'intérêts	D.2	G.2.4 ; G.3.1.4 ; G.6.5
15.	Rémunération et avantages		
15.1.	Rémunérations et avantages en nature	D.4	G.4
15.2.	Retraites et autres avantages	D.4	G.4
16.	Fonctionnement des organes d'administration et de direction		
16.1.	Mandats des membres du Conseil d'Administration et de direction	D.2	G.2.4
16.2.	Contrats de service liant les membres des organes d'administration et de direction	N/A	G.2.4
16.3.	Informations sur le Comité d'Audit et le Comité des Rémunérations	N/A	G.3.1
16.4.	Déclaration relative au gouvernement d'entreprise	N/A	G.3.1
17.	Salariés		
17.1.	Nombre de salariés	A.2.6	D.2; E.1.7
17.2.	Participations dans le capital de l'émetteur et stock-options	D.5.3.4	G.4 ; G.7.1 ; G.7.2
17.3.	Accord prévoyant une participation des salariés dans le capital de l'émetteur	D.5.3.4	D.2.1.3
18.	Principaux actionnaires		
18.1.	Identification des principaux actionnaires	D.5.1.2	G.7.1 ; G.7.2 ; G.7.7
18.2.	Existence de droits de vote différents	D.5.1.2	G.7.1.2
18.3.	Contrôle de l'émetteur	D.5.1.2	G.7.1 ; G.7.2 ; G.7.7
18.4.	Accord dont la mise en œuvre pourrait entraîner un changement de contrôle	N/A	G.7
19.	Opérations avec des apparentés	A.5	E.4.7.4 - Note 28
20.	Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur		
20.1.	Informations financières historiques	B	A.5 ; E.1 ; E.3 ; E.4
20.2.	Informations financières pro forma	B	N/A
20.3.	Etats financiers	B	E.4
20.4.	Vérifications des informations financières historiques annuelles		
20.4.1	Déclaration attestant que les informations financières historiques ont été vérifiées	B.3	E.4.1
20.4.2	Indication des autres informations vérifiées par les contrôleurs légaux	B.3	N/A
20.4.3	Indication de la source et de l'absence de vérification des informations financières figurant dans le document d'enregistrement qui ne sont pas tirées des états financiers vérifiés de l'émetteur	N/A	N/A
20.5.	Date des dernières informations financières		E1
20.6.	Informations financières intermédiaires et autres	N/A	N/A
20.7.	Politique de distribution des dividendes		G.2.3 ; G.7.3
20.7.1	Montant des dividendes	D.5.2	G.7.3
20.8.	Procédures judiciaires et d'arbitrage	A.4	F.6
20.9.	Changement significatif de la situation financière ou commerciale	N/A	E.3
21.	Informations complémentaires		
21.1.	Capital social		
21.1.1	Montant du capital souscrit	D.5	G.7
21.1.2	Actions non représentatives du capital	N/A	N/A
21.1.3	Actions détenues par l'émetteur lui-même	D.5	G.7
21.1.4	Valeurs mobilières convertibles, échangeables ou assorties de bons de Souscription	D.5	G.7.7.7
21.1.5	Informations sur les conditions régissant tout droit d'acquisition et/ou toute obligation attaché(e) au capital souscrit, mais non libéré, ou sur toute entreprise visant à augmenter le capital	N/A	N/A
21.1.6	Informations sur le capital de tout membre du Groupe faisant l'objet d'une option ou d'un accord conditionnel ou inconditionnel prévoyant de le placer sous option	D.5	G.7
21.1.7	Historique du capital social	N/A	G.7
21.2.	Acte constitutif et statuts		

N°	Rubriques figurant dans l'annexe 1 du Règlement	Sections dans l'actualisation du Document de Référence	Sections dans le Document de Référence
21.2.1	Description de l'objet social de l'émetteur	N/A	G.2.2
21.2.2	Résumé de toute disposition contenue dans l'acte constitutif, les statuts, de l'émetteur concernant les membres de ses organes d'administration, de direction et de surveillance	N/A	G.2
21.2.3	Description des droits, privilèges et restrictions attachés à chaque catégorie d'actions	N/A	G.2.3 ; G.7.3
21.2.4	Description des actions nécessaires pour modifier les droits des actionnaires	N/A	G.2
21.2.5	Description des conditions régissant la manière dont les Assemblées Générales Annuelles et Extraordinaires sont convoquées	N/A	G.2
21.2.6	Description de toute disposition qui pourrait avoir pour effet de retarder, de différer ou d'empêcher un changement de contrôle de l'émetteur	N/A	G.2
21.2.7	Indication de toute disposition fixant le seuil au-dessus duquel toute participation doit être divulguée	N/A	G.2
21.2.8	Description des conditions régissant les modifications du capital lorsque ces conditions sont plus strictes que la loi ne le prévoit	N/A	N/A
22.	Contrats importants	A2	E.1.5 ; F.1 ; F.2
23.	Informations provenant de tiers, déclarations d'experts et déclarations d'intérêts		
23.1	Déclaration ou rapport attribué(e) à une personne intervenant en qualité d'expert	N/A	N/A
23.2	Informations provenant d'une tierce partie	N/A	N/A
24.	Documents accessibles au public	N/A	G.2.1 ; G.2.2 ; G.7
25.	Informations sur les participations	N/A	E.4.7.4 – Note 30

E.4 Table des matières détaillée

SOMMAIRE	2
A. RAPPORT D'ACTIVITÉ.....	3
A.1 Atos au premier semestre 2017	3
A.2 Revue opérationnelle	6
A.2.1 Réconciliation du chiffre d'affaires et de la marge opérationnelle à périmètre et taux de change constants	6
A.2.2 Performance par Division.....	7
A.2.3 Performance par Entité Opérationnelle	13
A.2.4 Chiffre d'affaires par Marché	19
A.2.5 Prise de commandes	20
A.2.6 Ressources Humaines	21
A.3 Objectifs 2017.....	22
A.4 Facteurs de risques.....	22
A.4.1 Litiges en matière fiscale et de contributions sociales	22
A.4.2 Litiges en matière commerciale	23
A.4.3 Litiges en matière sociale	23
A.4.4 Garanties de passif	23
A.4.5 Autres.....	23
A.5 Parties liées	24
B. ETATS FINANCIERS	25
B.1 Revue financière	25
B.1.1 Etat du résultat global.....	25
B.1.2 Tableau de flux de trésorerie et trésorerie nette	29
B.1.3 Résultats de la société mère	31
B.2 Etats financiers consolidés résumés semestriels.....	31
B.2.1 Compte de résultat consolidé semestriel	31
B.2.2 Etat du résultat global semestriel	32
B.2.3 Etats consolidés semestriels de la situation financière	33
B.2.4 Tableau de flux de trésorerie consolidé semestriel	34
B.2.5 Variation semestrielle des capitaux propres consolidés	35
B.2.6 Annexes aux états financiers consolidés résumés semestriels.....	36
B.3 Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle pour la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2017	55
C. PERSONNES RESPONSABLES	56
C.1 Responsable de l'Actualisation du Document de Référence.....	56
C.2 Attestation du responsable de l'Actualisation du Document de Référence	56
C.3 Responsables du contrôle des comptes.....	56

D.	GOUVERNANCE ET INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES.....	57
D.1	Renouvellement et nomination d'administrateurs.....	57
D.2	Composition du Conseil d'Administration et indépendance des administrateurs	57
D.3	Assemblées générales réunies en 2017	58
D.3.1	Assemblée Générale Mixte Annuelle du 24 mai 2017	58
D.3.2	Assemblée Générale Extraordinaire du 24 juillet 2017	58
D.4	Rémunération et actionnariat des dirigeants	58
D.4.1	Plan d'attribution d'actions de performance décidé le 24 juillet 2017	58
D.4.2	Plan d'attribution d'actions de performance (ne concernant pas le dirigeant mandataire social) décidé le 25 juillet 2017	60
D.4.3	Actions de performance devenues disponibles depuis le 1 ^{er} janvier 2017 pour le Président-Directeur Général - Tableau AMF n°7	61
D.4.4	Options de souscription ou d'achat d'actions levées depuis le 1 ^{er} janvier 2017 par le Président-Directeur Général - Tableau AMF n°5	61
D.5	Evolution du capital	62
D.5.1	Informations de base	62
D.5.2	Dividendes.....	63
D.5.3	Capital	63
E.	ANNEXES	67
E.1	Contacts	67
E.2	Calendrier financier.....	67
E.3	Table de concordance AMF	68
E.4	Table des matières détaillée	71

